

N^o. 186.

18^e. de la Convention Nationale.

RÉVOLUTIONS

DE PARIS,

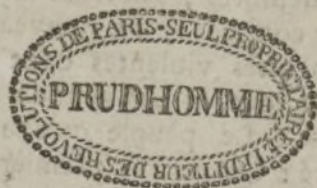
DÉDIÉES A LA NATION.

AN SECOND DE LA RÉPUBLIQUE.

QUINZIÈME TRIMESTRE.

Avec gravures et cartes des départemens.

Les grands ne nous paroissent grands
que parce que nous sommes à genoux.
..... Levons-nous



DU 26 JANVIER AU 2 FEVRIER 1793.

*Dénonciation du comité des douze aux quatre-vingt-quatre
départemens.*

CHEZ une nation libre, le salut public, le maintien de la liberté exigent quelquefois que les magistrats du peuple aient recours à des mesures extraordinaires, rigoureuses, contraires même à la liberté; mais si ce principe est vrai, il l'est également que ces mesures violentes doivent être exceptionnelles.

N^o. 186. Tome 1^{er}.

A

vent être extrêmement rares, passagères, & sur-tout forcées par l'impérieuse nécessité. Ce seroit un ouvrage bien utile à faire, que celui où l'on marqueroit le petit nombre de cas où l'on peut s'insurger ainsi contre la liberté, où on les circonstancieroit exactement, où on en circonscriroit la durée avec précision. Mais le premier principe que l'on y devroit établir, c'est que ces sortes d'insurrections sont toujours un malheur pour le peuple qui est obligé d'y avoir recours. Sans parler du mauvais exemple qu'elles donnent, exemple qui autorise les tyrans dans leurs actes répressifs, qui donne des armes à tous les ennemis de la liberté, s'ils deviennent les plus forts, elles sont un grand malheur sans doute, puisqu'elles supposent que la masse entière du peuple qui y a recours est loin d'être parfaitement libre & éclairée; car si la grande majorité d'une nation étoit véritablement libre, qu'auroit-on besoin de mesures extraordinaires contre une foible minorité? le cours ordinaire des loix ne suffiroit-il pas pour en triompher? Si elle étoit éclairée, pourroit-on craindre qu'elle se laissât séduire par des opinions erronées, par de faux principes, par des calomnies? Dans ces deux hypothèses, tout acte coercitif seroit une violation gratuite des principes sacrés qui doivent régir un peuple libre.

Lorsque Pelletier fut assassiné, un juste mouvement d'indignation saisit la convention nationale, la frayeur s'empara de quelques membres; l'horreur du crime commis, la crainte d'en voir commettre de nouveaux portèrent les esprits vers ces mesures violentes dont nous venons de parler; mais avant tout la convention devoit examiner ces deux questions: Le peuple qu'elle représente est-il libre? Est-il éclairé? Quant à la première question, nous ne craignons point qu'on puisse balancer à prononcer l'affirmative. Certes, une nation qui en quatre ans a détruit l'ouvrage de quatorze siècles, qui a secoué le joug odieux des prêtres, des nobles & des rois; une nation où la majorité veut fermement la république, & l'a déjà depuis quatre mois, quoiqu'elle attende une constitution, une telle nation est libre & assez forte pour se passer, dans un moment de crise, de moyens rigoureux & attentatoires à sa liberté.

Mais est-elle éclairée? Ah! il s'en faut beaucoup que la grande majorité le soit. Une impulsion, un instinct naturel plutôt qu'un sentiment raisonné nous portent vers la li

berté ; la plupart d'entre nous seroient fort embarrassés de rendre compte de leur opinion , de définir seulement le mot de liberté ; & , il faut l'avouer , en pareil cas le civisme est exposé à de grands périls ; mais s'ensuit-il de là que l'on doive , pour l'éclairer , employer des mesures contraires à la liberté ? Non sans doute. Le peuple n'est pas instruit ? eh bien ! éclairez-le ; multipliez les fanaux ; donnez-lui de l'instruction , organisez l'enseignement public ; écrivez pour lui ; apprenez-lui qu'il ne doit se servir qu'en tremblant de canons & de baïonnettes dans l'intérieur de la république.

Voilà ce que devoit examiner la convention , lors de l'assassinat de Pelletier ; elle eût prévu ce qui est arrivé , que la publicité même du crime commis dans la personne d'un représentant du peuple , arrêteroit le bras de tous les spadassins , & qu'il n'étoit pas besoin de recourir à d'autres moyens qui , cessant d'être utiles , devenoient coupables.

Comment a-t-elle donc pu décréter des visites domiciliaires ? Il semble que depuis la dernière révolution on se fasse un jeu de ces sortes de vexations , si rares du temps même des tyrans. Après le 10 août on fit ainsi une visite domiciliaire qui auroit dû en dégoûter pour toujours , indépendamment du peu d'effet qui en résulta , & qui doit toujours résulter d'une pareille opération , sur-tout quand le public est averti d'avance. On fait quelle terreur elle jeta dans l'ame de plusieurs citoyens innocens , & même patriotes ; quelle sensation , quelle révolution elle causa à une infinité de femmes. Personne , pour ainsi dire , ne se coucha dans Paris cette nuit là ; & les commissaires visiteurs étoient presque honteux de leur pénible commission ; ils ne firent presque aucune prise , parce que les malveillans avoient eu le temps de cacher leurs armes , ou de se cacher eux-mêmes ; car lorsqu'une visite est générale , il est impossible de la faire exactement par-tout , depuis les caves jusqu'aux greniers ; il est mille coins , mille cachettes qu'on ne peut examiner , ni même découvrir lorsqu'on en a tant à faire , ou bien il faudroit pour chaque maison un commissaire particulier , ce qui est impossible. Si vous faites la visite pendant le jour , comme on l'a proposé à la convention , vous exposez toutes les affaires d'une ville à être inutilement , & pendant un jour entier , en stagnation , ou vous ne trouverez

personne, & rendez ainsi votre opération infructueuse.

Ces visites, soit nocturnes, soit diurnes, dès qu'elles sont générales, sont donc entièrement inutiles, outre cela elles sont dangereuses & injustes.

La liberté de chaque individu se compose de deux sortes de liberté ; liberté de corps & liberté d'esprit. Par la liberté d'esprit il doit être le maître d'énoncer à son gré son opinion, de vive voix & par écrit ; de la crier dans les rues, ou de l'afficher sur les murailles ; de l'étaler sur toutes les boutiques. Mais si quelque circonstance funeste arrête l'émission de ses idées ; si pour quelque cause que ce soit on viole le principe, si on lui défend de penser tout haut ou par écrit, alors il se renferme dans l'intérieur de sa conscience, en gémissant avec raison de ne pouvoir écrire ou parler librement ; il n'y a que les plus infâmes tyrans qui aient troublé les hommes dans cette propriété sacrée, qui aient cherché à lire la pensée dans les yeux, à l'épier dans les gestes & le maintien.

La liberté du corps est semblable à la liberté de l'esprit. J'ai le droit d'aller, de venir, de sortir de la république, de m'y promener, de faire toutes les actions qui ne sont pas défendues par la loi, & cette loi doit être constante & générale. Mais si une fatale conjoncture me contraint à ne plus agir aussi librement, me soumet à des surveillans vétilleux & hargneux, à un espionnage réel, alors je rentre chez moi, je me renferme dans ma maison, & là plaignant mon sort, j'use du moins de ma liberté dans le secret ; je suis mon maître dans l'intérieur de mon domestique ; je fais ce que je veux : & si au milieu de mes foyers, malgré ma réclusion & ma tranquillité, vous venez porter un œil curieux & indiscret dans mon ménage, alors je ne sais plus où la liberté peut se réfugier ; alors je m'enfuis en maudissant ces inquisiteurs & ceux qui les nomment, ces mouchards & ceux qui les font agir.

La convention, après avoir décrété légèrement qu'on feroit des visites domiciliaires, s'est réservée d'en décréter le mode. Plaise à Dieu qu'il en soit de ces visites comme de la garde départementale, qu'elle laisse son décret sans effet, & qu'elle ne travaille pas à organiser la tyrannie ! Mais en attendant, son comité de sûreté générale a cru devoir faire un coup d'éclat : il a pris & fait exécuter l'arrêté suivant :

« Le comité de sûreté générale & de surveillance, instruit par des rapports précis & multipliés, que la maison de la révolution, ci-devant dite Palais-Royal, est le point central où vont se réunir tous les ennemis de la patrie, pour y tramer des complots contre la liberté & la sûreté publique; qu'il sert de repaire aux émigrés, aux ennemis de la liberté qui s'y rendent de tous les départemens sous des prétextes divers, aux hommes malfaisans qui, n'ayant aucun domicile habituel, y passent la nuit chez les femmes du monde, & le jour dans les tripots de jeu, les cafés & autres maisons ouvertes à tous les étrangers; que l'assassin de Michel Lepelletier *pourroit* se trouver aujourd'hui dans l'enceinte de cet édifice, où il a commis son crime en plein jour, où il a paru trois heures après au café de Foix, & où tant d'audace ne permet pas de douter qu'il ne se crût fort d'un très-grand nombre de partisans; considérant qu'il est pressant de prendre une grande mesure qui intimide tous les mal-intentionnés dont le jardin de la révolution est sans-cesse infesté, qui les disperse & les mette au pouvoir de la loi, qui tranquillise les citoyens, & prévienne tout désordre; considérant que la loi autorise & astreint les officiers de police à faire des perquisitions dans les lieux publics, toutes les fois que ces mesures sont nécessaires pour le maintien du bon ordre; considérant que chargé par la convention nationale de veiller à la sûreté publique, il seroit répréhensible s'il n'employoit tous les moyens propres à prévenir tout ce qui pourroit y porter atteinte; considérant enfin qu'aujourd'hui les marchands sont en grande partie dans l'usage de fermer leurs magasins & d'interrompre leur commerce; que dès-lors les mesures extraordinaires que les circonstances commandent, ne porteront en cet instant aucun dommage à l'industrie des habitans de cette vaste enceinte; après une mûre délibération, le comité a pris l'arrêté suivant ».

« Le comité de sûreté générale de la convention nationale, requiert les juges & officiers de paix, commissaires des diverses sections de la ville de Paris, de se transporter à l'instant à la maison dite de la Révolution, pour y faire arrêter toutes personnes suspectes, aux termes des loix de la police municipale, correctionnelle & de sûreté ».

» Requiert en outre le commandant général de la garde nationale de cette ville, de faire investir sans délai cette

maison par une force suffisante pour protéger cette opération importante au salut public.

Fait au comité, ce 27 janvier 1793, l'an deuxième de la république. *Signés*, Bernard, Bazire, Legendre, Duhem, Montaut, Ruamps, Ingrand, Lafource, Chabot.

Pour copie conforme à l'original, *signé*, Tallien, secrétaire.

S'il n'avoit été question que de fouiller les tripots, les maisons de jeu, quoiqu'une telle recherche eût encore été contre les principes, puisqu'il n'y a point de loi qui l'autorise, ni de raison ensuite qui empêche de commettre cette violation dans tout autre domicile; cependant peu de personnes alors auroient réclamé contre le comité de sûreté générale, parce qu'on hait avec raison les tripots & les maisons de jeu. Mais investir un édifice public, le rendez-vous de tout Paris! obstruer un lieu de passage! faire avec quatre mille hommes le siège du palais d'égalité, comme il y a quelques années Brienne, Lamoignon & Louis XVI firent avec trois mille hommes & Dagout le siège du palais de justice! c'est un acte de despotisme. Sans doute si le comité eût été certain que ce jour-là, à telle heure se trouveroient dans l'enceinte du Palais-Royal quelque chef de contre-révolutionnaires, quelque grand conspirateur, ces données positives, & plus encore les succès, auroient justifié jusqu'à un certain point sa conduite. Mais quoi! vouloir intimider les mal-intentionnés, & pour cela jeter la terreur dans le sein de plusieurs milliers de familles honnêtes: (plus de 6000 citoyens qui passaient ou se promenoient tranquillement dans le Palais-Royal, n'ont pu rentrer chez eux qu'à deux ou trois heures du lendemain matin, parce qu'on les a tenus en réserve pendant la visite générale). Quoi! troubler tout Paris pour un assassin? c'est aussi abuser de la permission de *prendre les mesures nécessaires au bon ordre*; c'est avoir l'air d'attacher trop d'importance au sort d'un député très-recommandable il est vrai, mais qui après tout n'étoit qu'un homme comme un autre. N'étoit-ce pas assez d'avoir prononcé la peine de mort contre celui qui recelerait son assassin, & promis dix mille francs, à quiconque l'arrêteroit, mesure qui n'a été prise pour aucun autre meurtre?

Plusieurs juges de paix se refusèrent à cette mesure violente & contraire aux principes (1): quelques commissaires

(1) Le juge de paix de la section des Sans-Culottes fut celui de

res de police en firent autant, par avant de faire le coup, on avoit réuni dans le comité & les 48 juges de paix & les 48 commissaires de police, & les 25 officiers de paix, & le général Santerre, tous discutant, délibérant ensemble, malgré la loi juste qui défend à la force armée de délibérer, sur-tout avec les magistrats, dont la fonction unique est la délibération. Santerre même, dont on fait tout ce qu'on veut, dit à ceux qui refusoient de prêter leur ministère à cet acte vexatoire, qu'il avoit près de quatre mille hommes tous prêts, qu'il feroit l'affaire; Duhem ajouta que les récalcitrans eussent à signer leur refus & à rester au comité. L'expédition ainsi concertée, à huit heures du soir les troupes s'avancèrent avec leurs canons & caissons; (1) en trois minutes le Palais-Royal fut bloqué: malheur à ceux qui ce jour-là allèrent passer leur soirée dans un café! malheur aux mères & aux jeunes filles qui ce jour-là allèrent au spectacle! malheur à tous ceux que le hasard ou leurs affaires engageoient à traverser le jardin ou les galeries! malheur sur-tout à ceux qui avoient eu l'étourderie de ne pas mettre dans leur poche leur carte civique! On fouilla par-tout, dans les cafés, dans les boutiques, dans les magasins, dans les appartemens; sans respect pour l'état des femmes enceintes, en couche, on pénétra par-tout, on cerna dans le jardin tous ceux que l'on trouva; on les y fit parquer à la belle étoile, malgré l'intempérie de la saison & presque toute la nuit, hommes, femmes & enfans, au risque de leur causer des maladies graves.

C'est une vérité triste, mais que nous devons dire; les citoyens une fois sous les armes semblent changer de caractère; nous n'avons plus les habits bleus de Lafayette, ni leur insolence, mais nous en tenons encore: dès qu'on est de garde on aime les expéditions militaires; & ce n'est pas seulement chez les épauletiers & les rubaniers

tous qui s'opposa le plus vivement à l'exécution de l'arrêté, & il dit formellement qu'on lui couperoit plutôt la tête que de le forcer à y prêter son ministère.

(1) Sur 3700 hommes commandés pour cette expédition, il est à remarquer qu'on n'avoit pris parmi les citoyens de Paris que 25 hommes par section, ce qui ne faisoit que 1200 hommes, & que le reste étoit composé de fédérés. Il nous répugne de penser qu'en cas de résistance on eût compté sur ces derniers.

que l'on trouve ce goût, c'est dans l'ame de chaque individu. On oublie que demain on ne sera plus qu'un simple citoyen, pour exercer provisoirement une supériorité dont on est jaloux : il est si doux d'être le plus fort ? On se montre exigeant, injuste, quelquefois même barbare par vanité : quand on fait des patrouilles, au lieu de s'applaudir au retour de n'avoir rencontré personne en contravention à la loi, on s'en plaint, on gémit de n'avoir *fait aucune prise*. Aussi on multiplie, on fait naître les occasions de *prendre & d'arrêter* : on respecte bien les propriétés, mais pour les personnes, c'est tout autre chose : on compte pour rien de les molester, de leur faire subir des désagremens : il est arrivé plusieurs fois qu'après onze heures du soir, un citoyen passant paisiblement devant un corps-de-garde, ou auprès d'une patrouille, s'est vu arrêté & sommé d'exhiber sa carte de citoyen. Comme si l'on avoit le droit d'exiger une pareille condition, tant que le citoyen ne trouble point l'ordre public, lorsqu'il n'est pas surpris dans une rixe, dans une émeute ; comme si d'ailleurs, la carte donnée à tout le monde prouvoit quelque chose en faveur du civisme : mais n'importe, si cet usage une fois s'établit, on vous arrêtera d'abord à dix ou onze heures du soir ; peu après on en fera de même dès que la nuit sera tombée. Et qui empêchera ensuite d'arrêter en plein jour ? Il faudra alors, pour éviter tout inconvénient & toute perte de temps, faire ce que proposoient certaines personnes dans le commencement, porter sa carte à sa boutonnière ; & messieurs les citoyens soldats viendront vous la regarder sous le nez. Voilà où peut conduire une première violation de la loi. Dès qu'on ne reconnoit plus de frein, on peut tout faire impunément & en plein jour. Il n'y a pas de raison de s'arrêter.

Lorsqu'on eut bien examiné & tous les lieux & toutes les personnes consignées au Palais-Royal, ce qui demanda beaucoup de temps, tout ne fut pas fini ; il fallut décider ce qu'on feroit de ceux qui se trouveroient sans cartes, & sur lesquels on vouloit des informations ; il fallut les conduire à leur section. C'étoit une chose déplorable de voir se former des groupes de prisonniers qui se réunissoient à part, selon la section où ils devoient être conduits ; & ces groupes une fois formés, lorsqu'on avoit bien crié : y a-t-il encore quelqu'un de telle section ? défilèrent entre deux haies de gardes, comme des criminels ; arrivés à leur

leur section ; nouvel interrogatoire à subir : la plupart cependant furent reconnus , & l'on ne trouva guère , en tout , qu'une centaine de citoyens crus suspects , qu'on envoya aux maisons d'arrêt (1).

Ainsi voilà une armée mise en mouvement , un grand appareil militaire déployé mal à propos au sein d'une ville pacifique : voilà l'inquiétude & l'effroi semés pour longtemps dans les familles . & cela en pure perte. Cette entreprise du comité si mal ourdie , si mal motivée , est condamnable sous tous les points de vue : que nous avons raison de dire , il n'y a pas plus de huit jours : que les députés de la montagne n'étoient ni infailibles , ni impécables ! Le comité des douze est tiré du sein de la montagne , & déjà voilà qu'on le compare au conseil des dix. Déjà on lui applique ces vers du Maure de Venise :

Ténébreux dans sa marche il poursuit son chemin ;
Muet , couvert d'un voile & le glaive à la main ,
Il cache au jour l'arrêt , la peine , la victime ,
Et punit la pensée aussi-tôt que le crime.

On dit qu'il y a une providence pour les fous. Il faut l'avouer , nos chefs souvent doivent reconnoître la vérité de ce proverbe. De la visite à main armée , faite au palais d'Égalité , il eût pu résulter de grands malheurs , peut-être même une guerre civile. Il n'eût fallu qu'un seul coup de pistolet tiré pour porter les assiégés à repousser cette force illégale , qui n'étoit là par la volonté d'aucune autorité constituée à cet effet : car le comité de sûreté générale n'a pas le droit seul & par lui-même de mettre ainsi toute une grande ville en mouvement. Les assiégés n'auroient-ils pas eu droit , en suivant la déclaration des droits de l'homme , de faire une défense vigoureuse , & la loi auroit - elle eu de prise sur eux. En Angleterre , nous l'avons déjà dit vingt fois , c'est un devoir & un mérite aux yeux de la loi de tuer même le magistrat qui ose violer la sécurité & la liberté de la voie publique , & la tranquillité du domicile d'un citoyen. On voit qu'à

(1) On fait courir le bruit que tous ces prisonniers sont des malfaiteurs qui ne tarderont pas à être guillotins. Au moins ce bruit sert-il à pallier aux yeux de certaines gens l'attentat du comité de sûreté.

cet égard nous sommes encore fort au-dessous des Anglois , que sous tant d'autres rapports nous laissons bien loin derrière nous.

Puisse cette providence , plus sage que nos chefs , nous garantir des malheurs qui pourroient naître encore de cette inquisition , du moins pour la ville de Paris : car on diroit que les membres du comité de sûreté générale s'entendent avec nos ennemis pour en causer la ruine par des moyens plus prompts que toutes les calomnies précédentes. De pareilles inquisitions sont de nature à faire désertir cette grande cité. On en craindra de nouvelles ; on craindra qu'elles ne causent quelque effusion de sang , quelques journées de guerres civiles ; & ceux mêmes qui auront assez de bon sens pour ne pas craindre tout cela , appréhenderont qu'en sortant de chez eux , ils ne puissent pas y revenir coucher le soir ; & tous aimeront mieux quitter Paris , que de s'exposer à de pareilles tranfes.

Voici l'extrait textuel du rapport de l'expédition du palais d'Orléans , fait à la commune.

« Hier , (dimanche) les juges de paix , les commissaires de police & officiers de paix , par ordre du comité de sûreté générale de la convention , se transportèrent au palais de l'Egalité , pour y arrêter les citoyens sans carte & sans asyle , & les factieux qui menacent ouvertement les membres de la convention & la liberté. Par le même ordre , le général Santerre fut requis d'y envoyer de la force. Conséquemment , il commanda environ trois mille sept cents hommes , tant cavalerie qu'infanterie , pour sept heures moins un quart. Il leur donna pour point de ralliement le gazon du Louvre & la maison commune , afin que delà ils se transportassent *incognito* au palais d'Egalité , & à sept heures précises. En moins de trois minutes , toutes les maisons furent investies , les officiers de police présens. Plusieurs reçurent les ordres , & montrèrent grande envie de les exécuter ; mais beaucoup d'autres motionnèrent , & ne mirent pas le même empressement. Il résulte de cette visite que six mille hommes environ furent trouvés sans cartes de civisme , & reconduits dans leurs sections , afin d'y reconnoître les émigrés & les négligens , qui , dans un moment comme celui-ci , vont sans preuve de leur civisme , au moment où les patriotes achèvent leur guerre avec les aristocrates ».

Le comité en faisant faire cette visite au Palais-Royal ,

avoit cru saisir par là tous ceux dont le crime étoit, pour ainsi dire, dans dans le bras ; il a pris une autre mesure non moins dangereuse , pour arrêter tous ceux dont les écrits lui ont paru distiller le venin de l'aristocratie. Les journalistes ont été les premiers en tête. Il a fait saisir Nicholle, auteur du Journal Français, que nous n'appellerons pas comme Buzot un journaliste estimable, mais qui méritoit d'autant plus d'être ménagé par les douze, qu'il s'est le plus élevé contre eux, & que cet acte prétendu de sûreté ne paroît être de leur part qu'une vengeance personnelle, qui justifie tout ce qu'il peut avoir dit précédemment. Garnéry, libraire de la Chronique de Paris a reçu à son tour un mandat d'amener. Il a prévenu l'interrogatoire en observant qu'il ne pouvoit être responsable que des fautes typographiques, puisque tout ce qui concernoit la rédaction, étoit du ressort de Condorcet, Rabaut & compagnie. Cette observation a eu son effet : Garnéry a été renvoyé & conduit jusqu'à la porte par un des membres du comité, qui dit à huit gendarmes : laissez-le sortir, il est libre (1). Comme la Chronique de Paris, n'est pas à beaucoup près dans le sens du comité des douze, ceci paroît encore une personnalité, de manière que sous le manteau de l'utilité publique, il sembleroit ne chercher qu'à satisfaire une haine particulière : quand cette conduite ne seroit pas contraire aux principes, elle seroit encore bien mal adroite.

Mais la liberté la condamne hautement, cette conduite capricieuse & arbitraire. La loi n'a point donné au comité le pouvoir d'exercer ainsi la censure sur les écrits, & d'attenter ainsi à la sûreté des personnes & à la liberté des pensées. La loi donne le droit de porter à l'accusateur public la dénonciation des calomnies & des provocations au meurtre & à la sédition : mais le comité n'est pas un tri-

(1) Voici ce que dit Gorsas à cette occasion : « ce mot pouvoit effrayer ceux qui savent quelle signification il avoit le 2 septembre. Mais tout a bien changé ; le comité de surveillance en est la preuve. Non, citoyens, vous n'avez plus la vie à perdre ; mais attendez-vous que quand vos boutiques seront fermées, tel surveillant peut vous appeler, & même vos femmes, s'il a besoin d'elles. » Comment nos douze législateurs, ou du moins le conducteur, n'a-t-il pas prévu ce terrible rapprochement ? Quand on est en place il faut être circonspect & peser tous ses mots.

bunali, & ne peut pas être à la fois espion, délateur & juge: c'est simplement un comité de surveillance, c'est-à-dire qu'il doit avoir l'œil toujours ouvert sur les complots & sur les machinations perfides, qu'il doit tâcher d'en saisir la trame dans le secret, sans violence, sans efforts, & sur-tout sans compromettre la tranquillité de toute une grande ville, & d'une foule de citoyens paisibles. Quand il tient le fil des conspirations, c'est à lui à le remettre ou au pouvoir exécutif ou à la convention. En attendant, il peut sans doute faire observer & suivre tous les pas des gens suspects, les faire garder à vue, sans qu'ils s'en doutent, peut-être même se hasarder à les faire arrêter, s'il voit qu'ils vont lui échapper; mais ces cas doivent être infiniment rares, & le conseil des douze doit, avant d'en venir à de telles extrémités, avoir une somme de probabilités qui équivalent presque à une preuve. Sans cela il n'y a plus de sûreté dans une république. Ce comité qui travaille dans l'ombre, qui est exposé à donner sa confiance à des êtres vils, à d'anciens mouchards, fût-il composé des sept sages, se trouve dans le cas d'être sans cesse trompé: & voilà tous les citoyens sous le couteau des soupçons, les voilà tous en proie aux terreurs qu'inspiroient les Tibère & les Néron. Que sera-ce si les hommes qui composent ce comité sont haineux & vindicatifs? Alors quiconque ne partagera pas leur manière de voir & de penser, sera criminel à leur yeux. Alors emportés par la fougue de leurs passions, ils feront pleuvoir les mandats d'arrêts, atteindront leur victime, tourmenteront leurs adversaires d'un bout à l'autre de l'empire. Et le droit de police sur Paris, droit que la convention entière ne peut avoir sans outrager la hiérarchie des pouvoirs, douze membres renfermés dans le mystère s'en investiront; ils feront marcher la force armée, ils en disposeroit à leur gré. Avouons que nos bons Parisiens fatigués des mercuriales que leur a faites si mal à propos un certain parti de l'assemblée, à force de respecter aujourd'hui les autorités constituées, ne savent pas respecter la loi; avouons qu'ils devoient se refuser à l'extravagance nocturne du Palais-Royal, & que Santerre du moins est très-répréhensible d'y avoir donné les mains.

A l'époque du fameux 17 juillet, Lafayette fit arrêter tous les écrivains qui ne lui plaisoient pas; & à l'époque de ce 17 juillet Lafayette fit marcher son armée contre des hom;

mes qui s'étoient assemblés, ou même qui passaient paisiblement dans le champ de Mars : quelle différence y a-t-il entre cette conduite & celle du comité ? Lafayette même se couvroit du drapeau rouge établi par la loi martiale ; & la loi martiale n'existe plus. Il ne manque plus au comité que de payer une autre fois des gens qui jettent des pierres, pour donner à la garde une occasion de tirer.

Avant le renouvellement du comité de sûreté générale ; il avoit été décrété que ce comité seroit composé de vingt-quatre membres, & qu'il ne pourroit ordonner aucune arrestation que sur l'avis de dix-huit. Cette disposition étoit sage ; elle protégeoit la sûreté des personnes : c'en étoit assez pour qu'elle ne fût pas suivie.

Croira-t-on que les douze & ceux qui leur sont voués en sont déjà venus à un tel point de hardiesse, à un tel degré de puissance, qu'on ose imprimer dans un journal qui se dit ami des principes, & qui porte en tête les noms de deux députés : *Les opérations de ce comité sont certainement arbitraires, mais peut-être est-il de son essence d'agir arbitrairement ?* Et pour pallier cette épouvantable assertion, on traite de défenseurs officieux des escrocs & des tripotiers ceux qui crient à l'inquisition contre le comité des douze ! Où en sommes-nous, bon Dieu ! s'il existe dans la république une autorité dont l'essence soit d'agir arbitrairement ? *Elle cessera d'exister, dit-on, quand nous aurons des loix.* Quoi ! si la constitution n'est acceptée de six mois, nous devons être pendant six mois livrés à l'arbitraire d'une chambre ardente ! nous devons pendant six mois trembler qu'une mesure de sûreté générale ne fasse ordonner une descente dans nos domiciles, ou que pour une opinion on nous fasse arrêter, afin que la convention nationale nous ait sous sa main pour statuer sur notre sort. Oh ! pour cette fois, voilà le délire du despotisme ! C'est cependant ce qu'a avancé Lasource, au nom du comité de sûreté générale, dans son rapport sur l'arrestation du journaliste Nichole, accusé justement d'avoir calomnié la mémoire d'un homme qu'honore la France entière. Sans doute le Journaliste est coupable ; mais à quel autre tribunal que celui de l'opinion peut-on le déférer ? Et le mépris général n'est-il pas la seule peine qu'on puisse lui infliger ? Quel assemblage d'atrocité, d'orgueil & de petitesse dans ce rapport du comité d'inquisition ! Honneur soit à la convention nationale ! elle

a consacré la liberté de la presse; elle a passé à l'ordre du jour, motivé sur cette même liberté défendue plusieurs fois par le Pelletier lui-même, & elle a ordonné que Nichole seroit élargi.

P. S. Nous apprenons avec plaisir que Jean de Brie; loin de partager les opinions du comité de sûreté générale, dont il est membre, n'a pris aucune part à ses arrêtés, & gémit tout haut sur sa conduite. Que n'en pouvons-nous dire autant de la députation de Paris, qui jusqu'ici est restée muette sur les coups multipliés qu'on vient de porter à la liberté!

Paris, le 28 janvier 1793, l'an deuxième de la république française.

« Citoyen Prudhomme, je reçois à l'instant votre N^o. 185; je ne suis point à m'apercevoir que depuis le 10 août dernier, vos feuilles éprouvent, dans leur rédaction, les effets de quelque influence que je me mets fort peu en peine de connoître physiquement; cependant, je vous avoue que je ne peux garder le silence plus long-temps sur l'espèce de défaveur que vous vous efforcez de jeter sur la société des amis de la liberté & de l'égalité, séante aux Jacobins de Paris; je ne fais ce qui peut motiver votre mauvaise humeur contre elle; je ne fais, non plus, si d'après vos dispositions, vous conviendrez, avec moi, que c'est à la surveillance de cette même société que vous, moi, tous les patriotes, même les aristocrates de toutes les couleurs, nous devons de ne nous être pas encore égorgés, & ce, par son aptitude à déjouer tous les complots. J'ose cependant avancer, quelle que soit votre opinion, qu'elle ne cesse de nous rendre les plus grands services, en remontant l'esprit public.

An fait. Je reviens au N^o. 185. J'y ai lu avec la plus grande surprise, page 227, à la suite de la relation que vous y faites de la pompe funèbre décernée à Michel le Pelletier : *La première station se fit devant le club des Jacobins, où pourtant le Pelletier ne mit le pied de sa vie.*

J'aime à vous croire républicain trompé, plutôt que de mauvaise foi; & sous ce premier rapport, je pense que vous me saurez quelque gré de vous montrer la vérité; mais avant, répondez loyalement à mes questions. Quelle est l'autorité sur laquelle vous fondez l'assertion

que le Pelletier ne mit, de sa vie, le pied au club des Jacobins ? Seroit-ce le Mercure Universel, qui avec affectation dit que le Pelletier ne fut jamais d'aucun club ? Allons, citoyen Prudhomme, de la franchise, car vous me feriez croire, malgré moi, que vous avez quelque prédilection pour les antagonistes de ces surveillans Jacobins.

Ce qu'il y a de vrai, au risque de faire perdre à notre ami le Pelletier toute votre bonne opinion, c'est que ce vertueux citoyen que nous pleurons délicieusement, étoit depuis long-temps membre de la société; qu'il en a été secrétaire, que nous l'y avons vu, qu'il en occupoit le fauteuil les derniers jours de novembre 1792, & que j'ai dans mes mains sa signature, comme président à cette époque, & c'est ce que je me propose de vous mettre sous les yeux.

Je vous somme donc, au nom de la vérité, citoyen Prudhomme, en rectification du faux que vous avez avancé, je ne fais pourquoi, d'insérer ma lettre dans votre prochain numéro, dans lequel j'espère la lire, où je serois forcé d'employer tous les moyens connus pour lui donner la plus grande publicité.

Je devois à la mémoire de le Pelletier le rétablissement de la vérité : à votre tour.

Je suis, citoyen Prudhomme, votre concitoyen, Gillet du Coudray, greffier de la justice de paix de la section des Quinze-Vingts, faubourg Saint-Antoine, membre de la société des amis de la liberté & de l'égalité, aux Jacobins de Paris, & l'un de vos abonnés ».

Pour un greffier de la justice de paix, le style de cette lettre n'est pas très-pacifique; mais passons sur la forme, & tenons-nous-en au fond.

Le jacobin Gillet reproche au Journal des Révolutions d'éprouver les effets de quelque influence depuis le 10 août; il se met peu en peine d'en administrer la preuve physique, & en cela il agit prudemment: & nous l'en défions. Au reste, presque tous les partis qui ont agité tour à tour la France depuis le 14 juillet, nous ont fait des reproches de cette nature, sans prendre garde que nous ne pouvions désirer un témoignage plus flatteur de notre impartialité imperturbable. Il est honorable d'avoir pu demeurer étranger à toutes les factions,

pour s'en tenir à la cause de la patrie , qui n'est point une faction.

Nous avons dit , il est vrai , que le Pelletier n'avoit jamais mis le pied aux Jacobins ; c'est une erreur de fait que nous avons commise , & nous nous empressons de la reconnoître ; mais peut-on , à ce sujet , nous accuser de vouloir jeter une espèce de défaveur sur la société ? Pourquoi voir de la mauvaise humeur dans ce passage ? Faut-il donc une carte de Jacobin & une quittance de 6 ou 8 liv. par trimestre , pour être réputé bon citoyen & patriote ardent ? L'esprit de corps s'est emparé de la société , malgré toutes les précautions qu'elle a prises pour s'en défendre. On diroit qu'elle a adopté cette maxime du fanatisme religieux : *Hors de l'église point de salut ; hors des Jacobins point de civisme.*

L'institution de cette société sans doute est belle , & a été utile plus d'une fois. Nous avons été les premiers à le dire ; mais une association de citoyens qui eut son moment d'idolatrie pour Lafayette , qui s'est vue presque dissoute lors de la malheureuse affaire du champ de Mars , 17 juillet 1791 , qui s'est vue obligée de changer de nom & d'abdiquer le titre d'amis de la constitution , pour prendre celui de l'égalité , assurément une telle association n'est pas infailible , & il est permis à un Journal qui n'a pas plus changé de principes que de couleur , de ne pas sacrifier aveuglément sur les mêmes autels. Il sied à un Journal fidèle à sa devise , *La liberté de la presse ou la mort* , de ne pas tout louer dans une société de citoyens qui se permet la radiation de plusieurs de ses membres avant de les entendre , qui propose des censeurs pour reviser les journaux qui rendent compte de ses séances , enfin qui oublie quelquefois les principes pour les personnes , & prend trop souvent des arrêtés sur parole.

Assurément la société des Jacobins de Paris a bien mérité de la république ; mais si elle est de bonne foi , elle avouera qu'elle auroit pu lui rendre de plus grands services encore : & qu'elle y prenne garde ! qu'elle ne croie pas avoir tout fait , du moment que le tyran a payé de sa tête , événement qu'elle auroit tort de s'attribuer exclusivement ; il lui reste bien d'autres devoirs à remplir , & dont elle ne s'occupe pas assez. Pourquoi

a-t-elle

a-t-elle négligé de tourner d'une manière plus directe l'opinion publique sur l'examen de nos finances délabrées & l'organisation des écoles primaires ? N'a-t-elle pas à se reprocher ces personnalités dégoûtantes, dont plusieurs de nos dégrasateurs ont contracté la malheureuse habitude dans son sein ? Elle a conjuré plus d'un orage ; elle a prévenu l'effusion de beaucoup de sang ; mais ce qu'elle a fait de bien est-il un titre pour ne pas s'abstenir du mal ? La société des Jacobins a fourni une planche dans le naufrage ; mais après la tempête, trop enivrée de ses succès, elle s'est exposée à perdre un peu de la considération qu'elle s'étoit justement acquise dans les temps difficiles. Pour nous, qui suivons constamment la ligne droite, nous nous rencontrons avec les Jacobins, & allons ensemble au même but, tant qu'ils ne se permettent point d'écarts.

Le Pelletier étoit membre des Jacobins, à la bonne heure ; mais en seroit-il moins le martyr de la liberté, s'il n'eût point mis le pied chez eux ? Jadis, quand on passoit devant la Sorbonne, ou qu'on traversoit les cours du Louvre, on étoit tenté de dire : Là-dedans sont renfermés les vrais principes de la religion & du goût. Tous ceux qui ne sont pas docteurs ou académiciens, sont des hérétiques ou des imbécilles ; c'étoit bon pour l'ancien régime ; mais dorénavant il n'est pas bon qu'on dise, en passant dans la rue Saint-Honoré : Il n'y a de vrais patriotes qu'ici. C'étoit excusable, quand nous avions un roi constitutionnel : à présent, il faut que tout bon Français soit Jacobin, ou plutôt, il faut que le patriotisme soit par-tout.

L'article ci-dessus étoit fait lorsque nous avons reçu la lettre suivante, & nous n'y avons rien changé.

Société des amis de la liberté & de l'égalité.

Paris, le 30 janvier 1793, l'an deuxième de la république française. Citoyen Prudhomme, frère & ami, les Jacobins de Paris aiment à penser que vous avez été induit en erreur, lorsque vous avez imprimé dans votre N°. 185, page 227, que Michel le Pelletier ne mit jamais les pieds dans leur société. Ce fait est faux. Voici la vérité. Michel le Pelletier, député de l'Yonne, arriva à Paris avant la fin de septembre 1792. Il se présenta aux Jacobins. Là, conformément au règlement de la société, il y demanda son admission, & s'exprima ainsi : Cette enceinte est le berceau de la liberté ; ici se rassemblent ses

N°. 186. Tome 15.

amis ; ses défenseurs ; membre de la société d'Auxerre ; je demande à être admis parmi vous. Il fut reçu à l'unanimité. Il étoit donc Jacobin de Paris dès la réunion de la convention nationale. Il fut d'abord secrétaire de la société, ensuite élu président le 17 novembre 1792. Il remplit cette fonction avec exactitude. Représentant du peuple, il fut fidèle à ses sermens ; Jacobin, il vota pour la mort du tyran. Le Pelletier est mort de son dévouement pour son pays. Nous ambitionnons sa gloire ; elle est pure ; il nous importe que nul n'y porte atteinte. Nous vous invitons à rétablir les faits. Les Jacobins, amis de la vérité, ne marchent qu'à la lueur de son flambeau. En lui rendant hommage, vous ferez votre devoir. Votre Journal est l'histoire de la révolution ; vous devez compte à la postérité de l'exactitude des faits.

Répandre la lumière, propager les principes, défendre les droits du peuple, telle est la tâche que vous vous êtes imposé ; vous la remplirez, & à ce prix nous nous disons fraternellement vos amis & concitoyens les membres composant le comité de correspondance. Signés, F. DESFIEUX, président, AUVREST, de Nanci, DEBUSSEHER, SAMBAT, LAFASE.

De la campagne prochaine.

Quand les peuples libres de l'antiquité alloient à l'ennemi, ils sembloient marcher à une fête. Voici le moment de la fête générale des Français. Le printemps vient ; ils vont voler à la victoire, ils vont abattre toutes les têtes de l'hydre du despotisme. Les malveillans se plaisent à nous intimider en faisant l'énumération des ennemis que nous aurons à combattre ; mais les Grecs comptoient-ils les Perses ? Ce n'est pas le nombre qui donne la victoire ; c'est l'intérêt que l'on apporte à la guerre, c'est l'union, c'est le courage. Et qui s'intéresse plus au succès de nos armes que les braves soldats de la patrie ? Où trouve-t-on plus d'union & de courage que parmi nos soldats ? au lieu que les armées ennemies vont se faire égorger pour une cause étrangère. Il en est de ces malheureux esclaves comme de ces taureaux que l'on fait combattre pour le plaisir des assistants ; il faut les pousser, les exciter, les harceler, les frapper ; ils ne se battent qu'à regret, & ne prodiguent pas leur vie comme s'il s'agissoit de vider une querelle où leur sensibilité fût intéressée.

C'est une véritable consolation pour un ami de la li

berté, que de jeter un coup-d'œil sur ces peuples, ou plutôt sur ces rois qui vont nous faire la guerre, de les passer en revue & de ramener ensuite les regards sur nous-mêmes. D'abord il est clair que toujours jaloux, irascibles & hargneux, ils ne se fieront point les uns aux autres, qu'il n'y aura point ou presque point de concert entre eux. On fait déjà que la Prusse & l'Allemagne doivent agir séparément; & lorsqu'on nous dit qu'elles agiront de concert, cela signifie tout au plus qu'elle ne se heurteront pas. Il y a plus; c'est qu'on ne doit pas attendre un grand concert dans chacune de ces armées séparées. L'Allemagne, composée d'une foule de roitelets, de petits houbereaux, qui croient former un grand poids dans la balance politique, parce qu'il fournissent, l'un douze cents, l'autre neuf cents, l'autre trois cents hommes; qui sont jaloux de l'empereur & de la maison d'Autriche, parce qu'ils le redoutent, l'Allemagne aura beaucoup de peine à faire un tout de ses parties nombreuses. L'argent manque aux princes & aux électeurs; l'empereur lui-même fait des emprunts; le déficit, ce précurseur des révolutions, se fait par-tout sentir: on n'ose aggraver les impôts; ce seroit mettre le feu aux étoupes; & avant que les cercles aient mis leur contingent au complet, on peut être assuré qu'il s'écoulera encore bien du temps.

En attendant, ils enverront en campagne les troupes qu'ils auront. Cet amas fera sans doute un corps considérable; mais l'ambition, les rivalités, l'idée que chaque chef aura qu'il est meilleur général que les autres, rendra leurs délibérations militaires très-lentes. Lorsqu'un avis aura passé, le même orgueil qui s'y étoit d'abord opposé, apportera des retards à son exécution; les différents cabinets seront partagés entre deux soins bien inquiétans, qui les obligeront aussi à partager jusqu'à un certain point leurs forces; ils craindront & nos progrès par les armes & nos progrès par l'opinion; ils leur faudra garder des troupes chez eux pour contenir l'insurrection, toujours prête à éclater dans l'Allemagne; il y a déjà des troubles partiels, des insurrections éparées; Berlin fermente; l'illuminé Frédéric, semblable à l'astrologue qui tombe au fond d'un puits, est transporté en extase dans le paradis; il voit avec Swedemborg tout ce qui passe dans les cieus, & ne fait rien de ce qui se prépare à Berlin: cependant il change souvent de ministres & de favoris, il change souvent de généraux; ce qui doit changer souvent les plans. N'ayant point

d'unité dans ses états ; point d'unité dans sa tête ; comment pourra-t-il en avoir dans ses armées ? Son despotisme militaire touche à sa fin.

Il vient, dit-on, vingt-cinq mille Russes contre nous. C'est une chose que nous ne pouvons ni assurer, ni nier ; mais supposez-les réellement en marche. Quand ils seront arrivés, il leur faudra du temps pour se reposer d'un si long voyage ; lorsqu'ils seront délassés de leurs fatigues, viendront les chaleurs ; & ces hommes accoutumés à un froid cuisant & continu, qui voyent toujours l'hiver sur la terre, & n'apperçoivent l'été que dans les cieux, suivant l'expression de Maupertuis, trouveront notre été insupportable. Le climat de nos contrées sera pour eux une zone torride, & ils ne pourront pas être d'un grand secours à la coalition des rois.

Mais il paroît que l'Autriche, la Prusse & la Russie vont avoir, au printemps prochain, un ennemi puissant sur les bras, qui détournera un peu leur attention, & qui divisera leurs forces. Le Turc a de récentes injures à venger. On sait sous quel odieux prétexte il a été attaqué par Joseph II & par Catherine. Il va s'unir avec les Polonais patriotes, & ce sera un événement assez singulier, que le prince le plus despote de l'univers s'arme en faveur de la liberté ; c'est Louis XVI protégeant les Etats-Unis. Le sultan fait des préparatifs ; l'occasion est belle, il ne la laissera sans doute pas échapper.

Convenons-en néanmoins ; nous sommes cernés, entourés de toutes parts, de tous côtés sur nos frontières nous sommes environnés d'ennemis ; il faudra être courageux même malgré nous ; le roi de Sardaigne fait aussi, de son côté ses apprêts : il est vrai que cela ne peut pas être bien redoutable ; car les Savoyards, ennemis éternels des Piémontais, ont aujourd'hui un motif de plus pour les haïr ; ils seront nos remparts ; & quand on a pour soi les Alpes, un peuple entier & son propre courage, qu'a-t-on donc tant à craindre ? La Sardaigne peu peuplée, peu défendue, ne peut pas nous faire ombrage ; & d'ailleurs nous avons là une flotte. Où est celle du roi sarde ? Une preuve de la foiblesse de cet ennemi, c'est qu'il est obligé d'emprunter des troupes à l'Autriche, qui n'en a pas de reste ; mais ce petit prince a voulu faire comme les grands rois ; il s'est donné les airs d'avoir dans un pays où règne la frugalité & la pauvreté, un déficit dans ses finances ; il en paie aujourd'hui les intérêts.

L'Espagne nous fera-t-elle la guerre ? Il paroîtroit que

non ; puisque l'on assure qu'elle répand de l'argent parmi nous pour corrompre l'opinion & nous détourner de porter nos armes chez elle. Après les lenteurs naturelles à ce climat , & la fausseté de son cabinet , on ne peut rien affirmer. Tenons-nous toujours prêts ; agissons comme si la guerre nous étoit déclarée ; armons , armons : avec cinquante mille hommes dans ces parages & les Pyrénées , nous pouvons au moins les attendre. Cette armée s'organise , fort tard il est vrai , mais enfin elle s'organise.

Mais voici l'ennemi dont on nous fait le plus de peur. Le ministre des affaires étrangères annonce à la convention qu'il n'y a plus lieu d'espérer de vivre en bonne intelligence avec l'Angleterre. Chauvelin , notre ambassadeur , est renvoyé : on ne voudroit recevoir à Londres que l'ambassadeur *de sa majesté très-chrétienne*. Cette insulte prouve bien que nous ne devrions avoir nulle part d'ambassadeur , comme nous l'avons déjà observé , mais ne prouve pas que l'Angleterre veuille ni puisse faire la guerre. Qui a peur fait grand bruit , dit le proverbe. Voilà précisément la position où se trouve le cabinet de Saint-James ; car c'est lui & non pas l'Angleterre qui nous insulte. Le peuple anglais , accoutumé à jouir d'une partie de ses droits , ne nous hait pas , parce que nous l'avons imité en frappant le tyran. Ce n'est que le roi britannique , & ceux que sa liste civile corrompt & retient , qui s'apitoyent sur le sort de Capet , & font les pleureurs à gage. La nation ne veut point la guerre. Jadis nous redoutions les Anglais , parce qu'un peuple demi libre a de grands avantages sur des peuples entièrement esclaves ; mais aujourd'hui le gouvernement a une cause différente de celle du peuple ; c'est pour détourner l'attention des Anglais de leurs véritables intérêts , de leurs droits antiques , que Pitt veut les engager dans une guerre. Il n'en viendra pas à bout. Le trésor britannique est épuisé ; il fait acheter de l'argent à perte , & même chez nous ; la dette de la nation s'accroît de jour en jour ; le peuple ne voudra pas supporter de taxe pour une guerre qui ne lui plaît pas. La presse des matelots pourra-t-elle avoir lieu cette année ? Les marins , en 1793 , se laisseront-ils enlever comme des nègres esclaves , pour être transportés sur les vaisseaux ?

Mettons pourtant les choses au pis. Supposons que tout aille au gré de Georges III ; supposons des flottes en mer à la saison prochaine. Nos marins seront au comble de leur joie ; une longue inaction les indignoit ;

ils brûlent d'égalér les services de leurs frères d'armes ; les soldats de terre ; ils partiront sous leurs pavillons tricolores. Nous n'éprouverons pas la dure nécessité de mettre des nobles à la tête de nos escadres ou de nos flottes. Dans la dernière guerre des roturiers ont commandé des vaisseaux de roi. Nos bons capitaines de vaisseaux marchands, mille fois plus instruits dans leur art que nos ex-nobles, les remplaceront avec avantage ; nous n'aurons plus tant à craindre d'être trahis ; les batailles navales ne peuvent donc nous être désavantageuses ; & dussions-nous avoir le dessous dans le premier moment, ce seroit comme la prise de Longwy & de Verdun, un garant de la victoire. Pendant le temps que nos flottes occuperoient celles de l'ennemi, bien loin d'avoir à craindre une descente impossible de la part des Anglais, à qui nos politiques menteurs créent néanmoins déjà des bateaux plats pour cet objet, nous ferions ce qu'ont fait tant de fois nos pères, nous en tenterions une nous-mêmes ; jamais pareille tentative n'a manqué dans un pays plat & qui n'est point fortifié. La saine partie du peuple seroit pour nous, & nous irions placer l'arbre de la liberté à Whitehale & à Westminster ; nos négocians auroient armé leurs vaisseaux en course ; ils s'y préparent déjà ; les malheurs de notre commerce feroient notre bonheur. Nous avons peu de navires marchands en mer, & l'ennemi, par conséquent, auroit peu de prises à nous faire. Les siens couvrent l'Océan ; nos armateurs s'enrichiroient aux dépens des aristocrates de Londres, car les Sans-Culottes n'auroient rien à perdre.

Cet aperçu général est sans doute consolant, mais il ne doit pas nous endormir, car il montre seulement que si nous savons combattre, nous triompherons. Si les fournisseurs s'entendent avec nos ennemis, ou du moins si leur intérêt se trouve d'accord avec celui de la coalition ; si le supplice n'atteint pas ces sangsues publiques, il est certain que le découragement peut s'emparer de nos soldats. Malgré tous les torts de l'hiver, quatre cent mille hommes & plus sont encore sous les armes ; tous sont pleins d'ardeur. La convention a porté à cinq cent deux mille le nombre nécessaire pour la campagne prochaine. C'est certainement plus que tous les tyrans n'en pourront rassembler dans leur misère. Il ne faut donc que cent mille hommes à ajouter à ceux qui existent dans les cantonnemens ; mais il y en a dans les bureaux de la guerre une fois plus d'inscrits & enrôlés volontairement. On ne pourra satisfaire au courage de nos



braves citoyens. Qu'on juge, après cela, de la véracité & de l'intention des bruits que l'on a fait courir, qu'au printemps nous tirerions tous à la milice. Une foule de marins voudroient déjà être classés & partis. En fallait-il quatre-vingt ou cent mille, on les trouveroit aisément. Or, nous le demandons, qu'est-ce que six cent mille hommes sur un pays comme la France, où tous les hommes sont soldats? Ce n'est pas la douzième partie des habitans.

Français! il n'est pas besoin de vous recommander le courage; il est dans votre ame, ni de vous dire que de cette année doit dépendre le sort de la liberté, le sort peut-être de tout l'univers. De tous côtés, à l'envi, nous vous voyons offrir votre sang ou votre travail à la patrie; le sexe même, qui ne peut porter les armes, s'occupe des soins de la guerre. Quel spectacle touchant que celui des mères, des épouses, des filles, qui font pour leurs fils, leurs frères & leurs époux soldats, des bas & des chemises, qui leur envoient des souliers pour marcher à la victoire! Un grand nombre de communes, des étrangers même, ont donné ce sublime exemple, qui ne restera pas sans imitateurs. Le même zèle nous enflamme tous, le génie de la liberté plane sur la France; & nous pourrions appréhender quelque chose des tyrans & du troupeau de leurs esclaves! Ecartons les ci-devant de nos armées; inspectons les généraux. On dit que de son côté, Custine tient dans sa main toutes les forces de l'Empire. Est-ce un bien? est-ce un mal? Surveillons-le; tenons-nous sur nos gardes; ayons continuellement présente à l'esprit la journée de Francfort. L'Alsace manque d'artillerie; forgeons des canons à force; faisons, s'il le faut, comme les Cathaginois, qui changèrent tout leur fer en instrumens de guerre; hâtons nos approvisionnemens, & ne préposons pas à nos marchés des hommes avides. Après cela, fantassins, cavaliers, marins, partez; nous vous attendons à l'automne suivant, tout couverts des dépouilles opimes des tyrans, car ils trouveront par-tout les plaines de Champagne.

Il a été décrété définitivement, vendredi, que la nation française étoit en guerre avec le roi d'Angleterre & le Stat-houder de Hollande.

Nouveau serment des Fédérés.

Nos frères les fédérés, ou plutôt les volontaires des quatre-vingt-quatre départemens; car il faut renoncer

aujourd'hui à ce mot, qui étoit juste peut-être quand il falloit se coaliser contre une constitution perfide, & contre le roi des traîtres; mais à présent il faut l'abjurer comme une idée de fédéralisme; nos frères donc, les volontaires des quatre-vingt-quatre départemens ont rendu de grands services à la chose publique, & sur-tout à la ville de Paris; & aux sentimens de fraternité qui ont inspiré les fêtes civiques dont nous avons parlé dans notre dernier numéro, se mêloit encore celui de la reconnoissance. Paris, qui fut toujours la première victime de la tyrannie des rois, & le premier objet de la haine des méchans, doit beaucoup au patriotisme de ces citoyens généreux qui sont venus dans son sein pour l'aider à détrôner le tyran, & qui y sont restés pour consolider l'édifice naissant de la république. Depuis près de huit mois ils sont absens de leurs familles, & l'on ne doit pas être étonnés si, maintenant que la tête du tyran est abattue, que tous les départemens paroissent réunis de cœur & d'esprit, plusieurs de ces volontaires désirent de retourner dans leurs foyers, où ils seront actuellement plus utiles encore qu'à Paris même. Les volontaires de Marseille ont manifesté ce désir à la convention, & il faut avouer qu'ils se montrent les mêmes jusqu'à la fin; ils veulent retourner dans leur département, mais ce n'est pour ainsi dire qu'en passant qu'ils jouiront des embrassemens de leurs enfans & de leurs femmes; ils brûlent d'aller combattre nos ennemis sur mer, comme ils ont fait ceux de l'intérieur. Tous les volontaires des départemens maritimes, se préparent, dit-on à les imiter; & ils prouveront que l'homme libre ne connoît point de repos, jusqu'à ce qu'il ait terrassé tous les ennemis de la liberté. Ceux qui n'ont pas, comme on dit, le pied marin, continueront à être utiles à la patrie, & à combattre sur terre l'aristocratie & le despotisme, tandis que leurs frères les combattront sur les eaux. Voici l'engagement qu'ils viennent de prendre à cet égard:

« Les défenseurs de la république, une & indivisible, des quatre-vingt-quatre départemens, invitent les citoyens journalistes d'insérer dans leurs feuilles la note suivante, en réponse aux calomnies des esclaves:

» *Avis aux Gorfes, Brissot & autres intrigans.*

» Nous jurons d'être fidèles à notre poste, de défendre la liberté, l'égalité, la république, une & indivisible, & de mourir plutôt que de souffrir qu'aucun tyran ou intrigant y porte la moindre atteinte ».

Paris, le 30 janvier 1793, l'an deuxième de la république

blique. Signés, MANINS, président; LEBRASSE, secrétaire; FILLIREL, secrétaire provisoire.

P. S. Sur l'invitation qui a été faite aux auteurs & directeurs du théâtre du Vaudeville, de suspendre la représentation de la Chaste Suzanne, motivée sur les troubles qu'elle pourroit causer, ils y ont acquiescé. Nous te prions, citoyen journaliste, d'insérer de même cette note ».

On reconnoît dans ce serment les vrais amis de la république, & nous sommes persuadés qu'ils y seront fidèles; le passé nous garantit l'avenir. Nous sommes fâchés cependant qu'ils aient intitulé leur serment, *Avis aux Gorfes, Brissot & autres intrigans*: nous croyons qu'il est très-bon de nommer les intrigans, lorsqu'on leur oppose des faits, lorsque dans ce que l'on dit on prouve qu'ils sont intrigans; mais les nommer seulement pour le plaisir de les nommer, c'est réveiller hors de saison la haine des partis, c'est faire à ceux qu'on regarde comme intrigans plus d'honneur qu'ils n'en méritent; car un intrigant doit être voué au mépris; c'est faire trop de cas de lui que de prosérer son nom; c'est lui donner trop d'importance.

Nous observerons aussi, qu'après avoir promis de ne souffrir aucun tyran, l'idée d'intrigant qu'on lui accole avec raison, devient cependant bien méquine à côté de celle-là; & qu'un intrigant ne mérite pas qu'on fasse un serment contre lui; c'est la fable de l'homme qui demande la massue d'Hercule pour tuer une puce. Si les intrigans ne sont, à proprement parler, qu'intrigans, regardez-les bien, soufflez dessus & ils disparaîtront. S'ils ont déjà accaparé la puissance, alors ils rentrent dans la classe des tyrans, & il n'est pas nécessaire de les en distinguer.

Nous sommes également fâchés que le *post scriptum* nous force de revenir sur un fait que nous aurions désiré ensevelir dans l'oubli, & qui, il faut l'avouer, ne doit pas être attribué à la malice des volontaires des quatre-vingt-quatre départemens. Pour comprendre cette note additionnelle, il est bon d'entrer dans quelques détails historiques. Le dimanche 28, jour où l'on avoit planté l'arbre de la fraternité dans la place du Carrouzel, un certain nombre de fédérés, au sortir du dîner qui avoit suivi cette fête, allèrent au théâtre du Vaudeville; ils voulurent d'abord, comme ils avoient une pointe de vin, & un peu plus de gaité qu'à l'ordinaire, prendre des billets sans payer, mais il n'est pas difficile de faire entendre raison à

N°. 186. Tome 15.

D.

des ames honnêtes ; ils payèrent , & se répandirent dans les différentes parties de la salle , où ils se conduisirent avec réserve & décence. Vinrent ensuite douze autres volontaires qui , moins à eux que leurs devanciers , forcèrent le passage , se dirent députés de la société des amis de la liberté & de l'égalité , & crurent apparemment que la liberté & l'égalité consistoit à jouir des dépenses & des propriétés d'autrui , sans payer. Ils entrèrent donc sans bourse délier , & demandèrent à parler au directeur. Barré , à qui ils se plaignirent de ce qu'on jouoit *la Chaste Suzanne* , leur dit en homme prudent , qu'il n'estimoit pas la pièce , mais qu'avant de la proscrire , ils feroient mieux de l'écouter , & il les plaça dans la salle. Le premier & le second acte furent entendus paisiblement , mais au troisième , l'acteur Delpêche fut couvert d'applaudissemens , après avoir chanté ce couplet :

Affecter candeur & tendresse ,
Du plus offrant que l'amour presse ,
Recevoir argent & présent ,
C'est ce que l'on fait à présent.
Refuser plaisir & richesse ,
Pour conserver gloire & sagesse ;
De la mort braver le tourment ,
Oh ! c'est de l'ancien testament.

Nous ne voulons point répondre de la pureté des intentions de tous les applaudisseurs ; mais ce que l'on peut dire en général , c'est que le couplet n'étoit point digne d'être applaudi pour son mérite littéraire ; que dans tous les siècles on s'est plu à donner la préférence à l'antiquité sur les temps modernes , que c'est-là un sentiment qu'on aime à revoir par-tout , il tient au cœur humain ; que rien n'annonçoit une allusion aux circonstances présentes ; & que si à toute force on veut en trouver une , elle ne peut avoir trait qu'aux intrigans , dont les volontaires se sont tous dits les ennemis déclarés ; car il n'y a que les intrigans , parmi des républicains , qui ne soient pas assez probes pour *refuser plaisir & richesse* , afin de *conservet gloire & sagesse* , & qui n'osent *braver les tourmens de la mort* ; nous pourrions en citer des exemples très récents. Le dernier vers pourroit seul être mal interprété ; mais il faut avouer aussi qu'il n'y a jamais eu tant d'intrigans que dans ce moment-ci , & que cela ne peut faire aucun affront au nouveau régime , ou au *nouveau testament* , puisqu'il tend , par sa nature , à nous en purger , tandis

que l'autre tendoit à les maintenir, tout en en circonscrivant le nombre.

Les douze volontaires qui ont tancé les applaudisseurs, qui sont descendus des loges à l'orchestre pour mettre tout le monde à la raison, ont donc pris la mouche inutilement. Ce n'est pas ainsi que se conduisoient les Athéniens au spectacle. Gardons-nous de donner à une misérable pièce l'importance éphémère qu'avoit acquise l'Ami des Loix par des scènes semblables, & où les volontaires n'étoient pas sans reproches. Il est d'ailleurs des allusions si plates, qu'il ne faudroit pas même faire semblant de s'en appercevoir, car le poids de leur ridicule les submergera bientôt. C'est ce qui est arrivé à la comparaison que l'on a faite de Suzanne avec la dernière Messaline de France. Le surnom d'Antoinette donné depuis dix ans à toutes les filles de la rue S. Honoré, montre assez combien il'y a peu de rapport entre la veuve Capet & la chaste Suzanne.

Que nos frères des départemens se défient donc un peu de la chaleur bouillante de leur patriotisme: ce n'est que par des exagérations qu'ils peuvent nuire à la chose publique: qu'ils reçoivent cet avis fraternel, d'hommes qui ne sont ni tyrans ni intrigans, qui ont toujours marché sur la ligne des principes, sans craindre personne.

Le spectacle a bien fait de retirer la pièce jusqu'à nouvel ordre, & ce procédé honnête & ami de la paix, devrait être souvent imité: il est bien en contradiction avec la conduite de l'acteur Delpêche, qui, fâché apparemment de ne pouvoir plus être applaudi en chantant son couplet, a présenté une pétition à la commune. Il s'y plaint, avec raison, du droit de censure que se sont arrogé les volontaires; mais la suspension de la pièce, qui étoit un acte amical, devoit au moins aussi suspendre toute réclamation. Delpêche est bien maladroit; en donnant de l'éclat à une affaire ignorée, il peut faire tort à son théâtre.

La commune a passé à l'ordre du jour sur la pétition: il paroît qu'elle n'étoit pas instruite de l'accord fait entre les volontaires & ce spectacle; car elle n'eût pas chargé son comité de police de veiller à ce que la représentation de la chaste Suzanne n'attentât pas à la sûreté publique. Quelques journaux ajoutent, & ne pervertit pas l'opinion publique. Sans doute, la commune n'a pas été assez absurde pour penser qu'un méchant drame pût pervertir l'opinion de la France, ni même de Paris; ce seroit insulter

à la nation entière. Si cependant elle ne savoit pas que la paix fût faite entre Barré & les douze , il étoit de son devoir de punir ceux ci , pour avoir troublé sans raison le spectacle , & pour avoir menacé les spectateurs , là où ils ne devoient que siffler l'auteur.

Sur les signataires des pétitions des huit mille & des vingt mille.

Il existe trois loix formelles devenues en ce moment la matière , ou plutôt le prétexte de toutes les animosités qui agitent les sections de Paris , & qui , bientôt , se propageroient dans les départemens , si l'esprit public ne prenoit enfin le dessus.

La première de ces trois loix , qui date du 8 septembre 1792 , porte textuellement que les pétitions des huit mille & des vingt mille seront mises au néant , & même que l'original en sera brûlé.

La seconde est un décret de la convention , à l'époque du premier nombre , qui exige de tout notaire , entrant en fonction , un certificat de civisme. On a étendu cette clause aux avoués , hommes de loi , &c.

Le troisième décret du 29 janvier dernier veut que les conseils généraux de communes ne soient pas tenus de déclarer le motif de leur refus d'un certificat de civisme , non plus que les directoires de département & de district.

On ne doit pas , dit-on , savoir beaucoup de gré aux législateurs du premier de ces trois décrets , ils travailloient pour eux-mêmes. Cela peut être ; mais la convention qui ne l'a point abrogé en avoit-elle besoin ? Elle est passée à l'ordre du jour sur la pétition d'un électeur chassé du corps électoral , comme signataire de deux pétitions trop fameuses ; & l'ordre du jour fut motivé sur l'existence du décret , qui déclare ennemis de l'union fraternelle ceux qui voudroient donner quelque effet à ces signatures.

La deuxième loi est de circonstance ; elle tend à porter le flambeau de l'examen dans la conduite tortueuse & louche de quantité de citoyens suspects , qui se présentent pour exercer des emplois de confiance.

La troisième , en n'exigeant pas les motifs du refus de certificats de civisme , obvie à une grande perte de temps & à l'embarras où l'on seroit de rendre raison matériellement de ce qui se passe dans le *forum* de sa conscience.

Mais aussi on ne peut se dissimuler que chacun de ces trois décrets n'emporte avec lui de graves inconvéniens.

On est obligé de convenir que les notaires, par exemple ; qui ont prostitué leurs *études* à la signature des deux pétitions, sont véritablement indignes d'un certificat de civisme. En général, cette corporation ne s'est pas très-bien montrée dans le cours de la révolution : plusieurs de ses membres ont prêté leurs manteaux à quelques évêques, pour leur faciliter l'acquisition de terres considérables. D'autres ont favorisé les émigrés, en prenant à tâche de dégoûter les citoyens qui se présentent pour acheter leurs fiefs.

Ne pas motiver le refus de ce certificat en question, doit effaroucher tout bon républicain qui a droit de demander compte de tout. Et d'ailleurs, le troisième décret tend à rendre le premier comme non-venu, puisqu'il autorise, puisqu'il facilite du moins le refus du certificat pour cause de signature, sans le dire explicitement.

D'après cet état des choses, on ne doit pas être surpris de voir les sections s'agiter en divers sens, fermenter, se grouper les unes contre les autres, & tendre visiblement à l'anarchie. Il est certain que la journée du 10 août a fait bien des fausses conversions. Mais beaucoup de ceux qui repoussent aujourd'hui les signataires des deux pétitions, s'ils faisoient quelques pas en arrière, se souviendroient peut-être d'avoir appelé factieux & scélérats les citoyens courageux qui, avant le 10 août, parloient déjà de république.

Il est certain que le peuple n'a que trop sujet de prendre de l'ombrage. Parmi les signataires, il y en avoit de bien coupables ; leur refuser une attestation de civisme, paroît plutôt un acte de justice, une mesure de prudence, qu'un effet d'animosité & de vengeance. Mais si les décrets exigent un certificat de civisme des notaires, avoués & autres gens de loi, pourquoi n'en pas exiger également de quantité d'autres professions civiles qui ne sont pas moins de confiance, telles que l'état de boulanger, d'apothicaire, &c. ? Car si les unes peuvent compromettre & l'honneur & les fortunes, l'existence des citoyens est toute entière à la merci des autres.

Citoyens, il est quelque chose de pire encore qu'une mauvaise loi ; c'est le peu de disposition à lui obéir provisoirement : discutez dans vos sections, analysez les décrets avec la plus grande rigueur, pour vous préparer à demander le rapport de ceux que vous croirez compromettre le salut public ; mais préalablement à tout, qu'ils

soient mis par vous à exécution avec ponctualité & fidélité, jusqu'au moment où vos représentans auront fait droit à vos réquisitions. Et sans sortir du sujet, voyez où vous mèneront vos insurrections partielles contre les loix :

Un décret vous interdit de rechercher les signataires en question, & vous invite de brûler leurs pétitions. Quelques-uns d'entre vous obéissent ; d'autres au contraire s'obstinent à remettre sur le tapis ces listes fatales ; plusieurs sections refusent, sur le simple motif de la signature, les certificats demandés, & à l'exemple des conseils généraux, elles ne veulent rien motiver ; ou bien leurs motifs sont autant de délits, puisqu'ils sont fondés sur l'infraction de la loi.

Que résultera-t-il de tous ces arrêtés de section ? C'est que, enhardie par ce premier attentat contre la volonté générale de la nation exprimée plus ou moins sagement par les décrets, une partie de cette même section rebelle viendra dire à l'autre : nous ne voulons pas adhérer à un tel arrêté, & nous allons nous rassembler de notre côté pour protester contre ; vous nous en montrez les premiers l'exemple ; une portion de citoyens peut bien méconnoître un arrêté de leur section, quand l'autre portion de cette même section se permet d'enfreindre un décret.

Bientôt la contagion gagnera de proche en proche ; un arrondissement voudra sauver la vie ou infliger la mort à un accusé condamné ou absous par le tribunal d'un arrondissement voisin, comme il est déjà arrivé. D'une ville, le même désordre peut passer dans une autre, & de département en département, puis l'anarchie, puis la guerre civile.

Il y avoit unité d'opérations sous le sceptre de la monarchie ; c'est ce qui a prolongé jusqu'à nous le règne de nos tyrans, sans de trop grandes secousses : si, sous les faisceaux de la république, il n'y a pas union de sentimens & concours d'actions, si nous ne nous sentons pas la force de faire un sacrifice de nos rancunes particulières à la tranquillité générale ; si nous allons toujours en récriminant les uns contre les autres ; si nous nous divisons à la veille du combat, au lieu de nous pardonner nos torts, & de fournir aux délinquans l'occasion & les moyens de les réparer, nous ne pourrons pas plus résister à nos ennemis domestiques qu'aux étrangers.

Citoyens, en attendant ce qui est mieux, faisons d'a-

bord ce qui est bien. Pour mériter d'avoir bientôt de bonnes loix, faisons notre apprentissage de subordination civile, en nous en référant aux loix qui existent, toutes défectueuses qu'elles sont; & fussent-elles même mauvaises, volons pour leur obéir & les défendre, tout en criant jusque sur les toits : ce décret qui n'oblige point à motiver le refus de certificat de civisme, sent un peu l'inquisition vénitienne. Cette autre loi qui nous interdit toute rancune envers les signataires des deux pétitions, est d'une indulgence qui tient à la faiblesse, & assure l'impunité à l'incivisme. Dites tout cela; mais jusqu'à ce que la loi soit réformée, regardez-la toujours comme obligatoire. Une loi quelconque est toujours un point de ralliement pour tout bon citoyen. C'est un abri sous lequel il se place pour se garer de l'anarchie.

Si les sections de Paris étoient bien convaincues de cette vérité, elles fraterniseroient davantage, & éviteroient de donner des sujets de scandales aux grandes sections de la république. Eh! faut-il donc les avertir qu'elles ont à surveiller plusieurs classes d'hommes bien plus dangereuses que celles des signataires. Elles accordent des certificats à des gens qui ont commis un bien autre crime que celui de parapher une pétition qui, avant le 10 août, pouvoit en imposer & surprendre les esprits mal éclairés. Les sections ne s'occupent pas assez de tous ces messieurs d'Outre-Rhin à qui on a fermé une porte, & qui rentrent par une autre, & sous mille déguisemens civiques, reviennent en France, à Paris même & nous préparent une diversion dans l'intérieur pendant la guerre que nous allons soutenir au dehors.

Citoyens, si nous voulons nous épurer attachons-nous aux coupables de fait plus qu'aux coupables d'opinion; ne faisons pas dire que dans les sections on ne parle des loix que pour y chercher un biais qui autorise à les enfreindre. Depuis quelque temps les listes de pétitionnaires sont devenues une pierre d'achoppement, où l'on s'est buté. Comment ne s'est-il pas trouvé un bon esprit pour représenter que parmi ces signataires, il y avoit sans doute un grand nombre d'agens criminels & d'émissaires du château des Tuileries; mais que la grande majorité avoit été séduite, aveuglée, & que d'ailleurs, rigoureusement parlant, cette pétition ne contrevenoit à aucune loi existante en ce temps-là; qu'en outre la liberté des opinions étoit & doit toujours être leur sauve-garde? Pourquoi donc s'obstiner à enfreindre un décret formel? seroit-ce

dans la seule vue de priver un citoyen de son état , de compromettre son honneur , sa santé , sa vie même , & l'existence de sa famille innocente de la faute de son père , & cela pour une erreur , pour une opinion , pour un moment de foiblesse. C'est vouloir gratuitement livrer au désespoir des milliers de familles. Car enfin les signataires n'ont point consulté leurs épouses , leurs enfans.

Eh ! quoi ! des républicains se montreroient aussi vindicatifs que des prêtres ! Ne gâtons pas notre cause , en nous assimilant , par notre conduite irraisonnable & cruelle , à ces mêmes prêtres , à ces nobles , à ces princes que nous avons chassés ingnommieusement du sanctuaire de la liberté. Les assemblées primaires ont toute souveraineté , sans doute ; elles peuvent donner ou refuser ; mais il y a au-dessus d'elles une puissance , une autorité dont elles relèvent ; c'est l'autorité de la justice & le pouvoir de l'humanité.

Citoyens , le terme des discordes civiles doit être arrivé. Nos ennemis se sont réjouis jusqu'ici de nos divisions intestines , & cependant nous les avons vaincus.

Pour les vaincre une seconde fois , nous avons besoin de la réunion de toutes nos forces.

Abjurons toutes les haines mal fondées , & craignons de convertir à l'aristocratie ceux qui , sans notre injuste rigueur , fussent devenus peut-être de bons citoyens. Conservons toute notre haine pour les prêtres fanatiques , pour les rois & leurs suppôts , & songeons que si nous voulons parvenir à la liberté républicaine , il faut obéir aux loix , sans lesquelles il n'y a plus de société.

Citoyens ! nous vous le demandons au nom de la république que nous avons déclarée une & indivisible ; au nom de le Pelletier , qui est mort pour avoir voté la mort du tyran , source de nos discordes ; en mémoire de l'inauguration de l'arbre de la fraternité , au Carrousel , oublions les erreurs dans lesquelles nos concitoyens sont tombés , si nous n'avons à leur reprocher que d'être sur la liste de ces pétitions trop fameuses , listes qu'aujourd'hui tout bon citoyen devrait brûler. Ne les poursuivons pas pour une faute que , mieux que nous , leur reprocheront les journées du 10 août & du 21 janvier. Soyons généreux ; nous le pouvons sans cesser d'être justes. Soyons-le ; la raison , notre conscience & la loi nous l'ordonnent.

Dans la séance de samedi , le ministre Pache a été destitué par la convention.

Fête

Fête de Saint Charlemagne , roi de France.

Législateurs-citoyens , au nom de la raison & de la patrie , hâtez-vous donc de terminer l'organisation des écoles primaires. Vos prédécesseurs nous ont débarrassés de la Sorbonne & de l'Université ; vous nous avez délivrés des rois & de la royauté : comment se fait-il que sous vos yeux , huit jours après l'exécution du jugement à mort porté contre le dernier de nos despotes , quinze jours après les honneurs rendus à un martyr de la république ; comment se fait-il qu'un pédant , prêtre & docteur de Sorbonne , ait eu l'indécence ou la sottise de faire chômer , par les écoliers du gymnase public dont il est le chef , la fête de Saint Charlemagne , roi de France ?

Lundi dernier , le principal du collège des Quatre-Nations s'est permis ce scandale anti-révolutionnaire , & sans doute a trouvé des imitateurs parmi ses dignes collègues. Imbécille esclave des anciens usages d'une vieille corporation qui n'existe plus , & dont il étoit membre , ce pédagogue suprême , sans respect pour l'esprit public & pour la jeunesse , lundi dernier a fermé les classes de la maison d'éducation qu'il préside , a fait venir chez lui les premiers sujets de chaque classe , les a salués du titre d'*empereurs* , leur a donné un repas & des récréations , en mémoire d'un roi massacreur de quelques milliers de Saxons qu'il ne put convertir au catholicisme & au despotisme , & corrompateur des mœurs publiques dans la personne de ses propres filles. Il est vrai qu'il dota l'université en l'honorant du titre de son aînée. Voilà le modèle qu'un chef de maison d'éducation a mis , cette année , sous les yeux de nos jeunes républicains.

Nous croyons de notre devoir de ne point passer ce fait sous silence , & de le dénoncer à toutes les autorités constituées , au département , à la municipalité , aux tribunaux , & , avant tout , au comité d'instruction publique. Nous apprenons avec plaisir que le substitut du procureur de la commune s'en occupe , & il y a urgence ; car nous savons de bonne part qu'un grand nombre d'écoliers , pour peu qu'on tarde , se propose de se faire justice eux-mêmes avec l'arme du ridicule , la seule permise aux individus contre la sottise doctorale. En conséquence , le susdit prêtre & docteur , principal du col-

lège des Quatre-Nations, ne doit pas être surpris si l'un des jours du carnaval où nous entrons, il voit arriver sous ses fenêtres un quadrupède à longues oreilles, qu'on le priera poliment de monter, la queue de l'animal d'une main, une fêrûle dans l'autre, & le bonnet de Sorbonne sur la tête. Il sera promené ainsi par tout Paris, un jeune hérault marchant devant lui, & disant : Citoyens, c'est ainsi que doit être traité pour la première fois tout prêtre ou docteur, principal de collège, qui invite ses écoliers à célébrer la fête d'un roi.

Il n'est pas hors de propos d'observer que le collège des Quatre-Nations renferme d'excellens citoyens, des patriotes ardens qui ne se sont pas démentis dans tout le cours de la révolution. Il est bien désagréable pour eux de se voir compromis, tantôt par un abbé Geoffroy, tantôt par un abbé Brion, tantôt par un abbé Forestier, & c'est celui dont il est question ici.... Le procureur de la commune vient de faire grace à ce dernier; mais nous en appelons à un plus ample *informe*.

Jacques-Claude Bernard, à Prudhomme.

Tu dis, page 200, N°. 185 des Révolutions de Paris : « Dans le rapport de Jacques Roux & de » *Claude Bernard*, tous deux prêtres, c'est à-dire sans entailles ». D'abord, je n'a point fait de rapport; je désavoue même celui de Jacques Roux, au moins quant au propos qu'il dit avoir tenu & que je n'ai pas entendu. Il y a apparence que Jacques Roux a cru se faire un grand mérite en annonçant qu'il avoit dit à Louis des paroles qui, bien loin de convenir à un magistrat, ne conviendroient pas même à l'exécuteur de la justice.

Quant au synonyme que tu fais de prêtre & sans entailles, je leur ai dit, ou à peu près, cette dure vérité depuis long-temps.

Au reste, je ne suis plus prêtre, puisque depuis huit mois j'ai quitté le métier; je puis même assurer ne l'avoir jamais été de cœur; je n'ai jamais celé ma pensée à cet égard : aussi les prêtres m'ont-ils toujours persécuté; & maintenant sur-tout, eux & leurs esclaves, (les cagots) me persécutent avec un acharnement qui n'a point d'exemple.

Tu me feras plaisir d'insérer cette lettre dans ton prochain numéro. *Signé*, BERNARD, officier municipal.

Fin des lettres trouvées chez M. Delaporte ; intendant de la liste civile.

Plan d'une constitution libre & heureuse , selon justice , raison & sagesse , trouvé chez M. Delaporte , & corrigé de sa main.

CHAPITRE VII.

SECTION PREMIÈRE.

L'armée.

Premier principe. Tous les citoyens sont en effet les défenseurs nés de leur patrie , mais il n'est rien de plus opposé à leur véritable liberté que d'être toujours tous armés : c'est vouloir instituer le plus tyrannique des gouvernemens militaires.

Second principe. Il n'y aura de véritable armée , ou d'armée de ligne , que celle qui sera soldée & enrégimentée. Les gardes bourgeoises seront toujours considérées comme gardes de police.

Troisième principe. Tous les officiers , tant de l'armée de ligne que des troupes de police , seront nommés par le roi , d'après les élections qui auront été faites pour les gardes bourgeoises par les communes.

Quatrième principe. Avant que d'être officier il faudra avoir été six mois fusilier , trois mois caporal & six mois sergent , ou maréchal-des-logis dans la cavalerie ; mais de ce grade on pourra passer à celui de lieutenant , si l'on en est jugé capable. On restera un an lieutenant , & de là on pourra passer au grade de capitaine , duquel , s'il plaît au roi , on pourra être élu général.

Cinquième principe. Tous les grades inférieurs , jusqu'à celui de sous-lieutenant , seront conférés par l'état-major , au concours , de la manière suivante.

Sixième principe. Tous les grades , depuis la sous-lieutenance jusqu'à celui de capitaine , ne seront donnés par le roi que d'après l'élection de quatre sujets qui concourront devant l'état-major & devant les examinateurs du roi , qui sur les quatre en retiendra un ; mais du grade de capitaine jusqu'à celui de maréchal de France , il n'y aura plus de concours ; ce sera le choix seul & sage du roi qui décidera de l'avancement.

Septième principe. Les membres des concours , depuis le grade de caporal jusqu'à celui de capitaine , seront 1°. tous les officiers du régiment , présidés par le colonel , ou à son défaut par son second ; 2°. par une députation de la municipalité du lieu , du corps administratif , s'il y en a un dans l'endroit , & par une députation militaire de quatre sergens , de huit caporaux & de trente-huit fusiliers.

Huitième principe. Pour concourir , il faudra savoir lire & écrire correctement , passer pour avoir des mœurs & de la conduite ; si c'est pour le grade de caporal , on exigera que le candidat sache bien l'exercice du fusil , qu'il connoisse la consigne , qu'il sache les quatre premières règles de l'arithmétique , & qu'il soit réputé brave & fidèle soldat , & point tapageur ni ivrogne.

Pour devenir sergent , il faudra , indépendamment des conditions ci-dessus , dans l'infanterie , connoître toutes les manœuvres , les

marches ordinaires, & savoir l'arithmétique à fond jusqu'aux logarithmes. Dans la cavalerie, en outre, il faudra savoir bien monter à cheval. Dans l'artillerie, pour être caporal, il faudra savoir les quatre premières règles de l'arithmétique, celles de proportion, connoître toutes les manœuvres du canon, & tout ce qui en dépend, & réunir les autres conditions exigées pour l'infanterie.

Pour être sergent dans le même corps, il faudra savoir, en outre, le premier volume du cours de Bezout, connoître les manœuvres ordinaires de l'infanterie; savoir, le service de la bombe, & la manière dont on procède à la sape & à la mine.

Neuvième principe. Sans distinction de naissance, le colonel choisira le plus instruit des concurrens, après avoir recueilli les suffrages du comité; si cependant l'un des candidats étoit d'extraction noble, & que son savoir & sa conduite l'emportassent un peu, il sera préféré; s'il y a parité entre un autre qui n'auroit pas la naissance, le fort en décidera, pour prévenir tout reproche.

Dixième principe. Dans l'infanterie & dans la cavalerie, pour parvenir au grade de sous-lieutenant, l'on exigera que le récipiendaire soit en état de répondre sur tout ce que renferme le premier volume de Bezout, qu'il connoisse l'exercice à fond, toutes les manœuvres à pied ou à cheval, & qu'il ait de bonnes mœurs & une bonne conduite, qu'il ne soit ni joueur ni débauché; il sera retenu quatre candidats, & le roi décidera sur le nombre.

Onzième principe. Dans l'artillerie, il faudra, en outre des conditions pour l'infanterie, savoir les deux premiers volumes de Bezout, connoître tout ce qui concerne le canon & la bombe.

Douzième principe. Pour le grade de lieutenant dans l'infanterie & dans la cavalerie, on exigera, en outre des connoissances du sous-lieutenant, que l'on sache les deux premiers volumes de Bezout, & tout ce qui regarde les campemens & les marches; dans l'artillerie il faudra savoir pour ce grade, de plus que pour la sous-lieutenance, les trois premiers volumes de Bezout, & tout ce qui concerne l'attaque & la défense des places; & pour le grade de capitaine, les quatre premiers volumes de Bezout, & généralement tout ce qui est du ressort de l'artillerie, tant militaire que physique.

Dans la cavalerie & dans l'infanterie, le grade de capitaine exigera que l'on sache à fond les trois premiers volumes de Bezout, & généralement tout ce qui concerne la tactique d'une armée, sur-tout la partie des campemens, des ordres de marches, & les opérations de la tranchée.

Treizième principe. Dans la marine, à l'exception que pour être garde-marine, il faudra avoir navigué deux ans en qualité de simple pilotin; tous les autres grades, & à l'exclusion, se conformeront, comme ci-devant, respectivement aux connoissances théoriques & pratiques.

Quatorzième principe. En conséquence, il y aura dans tous les régimens des écoles *gratis* pour l'éducation des jeunes soldats, & de tous ceux qui auront la noble envie de parvenir.

Quinzième principe. Comme dans cette constitution l'état militaire sera un véritable état, la loi veut que l'on renvoie pour toujours tout soldat qui aura manqué à l'honneur, & que l'on punisse, avec une sévérité relative, toutes les fautes qui pourroient avoir des inconvéniens.

Seizième principe. Défense à tous officiers supérieurs ou inférieurs de parler malhonnêtement aux soldats, de les injurier, de les tu-

toyer même¹, & encore moins de se permettre la plus légère démonstration, des bras & des pieds, sous peine d'être admonesté &, si le cas l'exige, être renvoyé.

Dix-septième principe. Défense également à tout soldat de manquer à leur officier, sous les peines les plus sévères, lesquelles seront désignées dans les réglemens; ordonne la même loi aux inférieurs, de respecter leurs supérieurs, & de leur obéir exactement en ce qui concerne le service militaire.

Dix-huitième principe. Veut la loi que l'on ait le plus grand soin du soldat en santé, & sur-tout en maladie.

Dix-neuvième principe. La solde du simple soldat d'infanterie sera de 10 sous, le double pour le cavalier, de 15 sous dans l'artillerie, de 13 sous dans les régimens suisses, & les autres grades en proportion; veut la même loi que le quart de cette somme soit donnée en menus plaisirs.

Vingtième principe. Tout officier ou sergent chargé des détails & de la manutention des deniers de la compagnie ou du régiment, qui sera convaincu de prévarication, sera renvoyé pour toujours, & le roi sera prié de confirmer le jugement.

Vingt-unième principe. Les déserteurs seront seulement déclarés traîtres à la patrie; ils auront six mois pour signifier leurs regrets; jusqu'à cette époque ils pourront rentrer, & il sera fait défense de leur tenir aucun propos; mais s'ils attendent plus de six mois, la patrie les déclarera infâmes, & les bannira pour la vie de son sein.

Vingt-deuxième principe. Le vol sera puni par l'exclusion du corps, & par une cartouche qui ôtera à jamais au coupable le droit d'avoir l'honneur de servir, & le droit de citoyen actif.

Vingt-troisième principe. Tout soldat qui tuera en traître son camarade sera pendu, & le déshonneur ne sera que personnel.

Vingt-quatrième principe. Le duel ne peut être autorisé ni même toléré par la loi, mais l'honneur français veut que l'on ait un voile sur les yeux, quand on regarde, afin que l'on puisse toujours douter de la parfaite de ce que l'on voit ou réalité de ce que l'on a vu à ce sujet.

Tout soldat ou militaire enrégimenté qui aura à demander une si cruelle satisfaction, sera tenu d'en faire la demande au tribunal du corps, qui jugera s'il y a lieu à se battre, dans lequel cas il y aura toujours un officier, un sergent, un caporal & quatre fusiliers pour témoins; & au premier sang répandu ils ordonneront de cesser le combat; voilà le remède au vice, & le seul qui, en prévenant des actes plus étendus de la cruauté, puisse prévenir les actes plus ignominieux, & souvent plus dangereux de la calomnie lorsque l'on manque d'honneur, & que l'on en fait une loi; car, dès que l'honneur est banni, le courage l'est bientôt, & la lâcheté devenue principe politique, les honteuses passions s'exercent à l'envi, & avec d'autant plus d'acharnement qu'elles n'ont point d'appréhension.

Vingt-cinquième principe. Les congés ne seront que de six ans, parce que, si jusqu'à cette époque un soldat n'a pas gradé, soit par ignorance, soit par manque de conduite, il est sage de lui laisser la liberté de se choisir un état qui lui convienne mieux, & d'aller se rendre plus utile dans son endroit ou dans tout autre lieu de la société.

Vingt-sixième principe. Tous les dix-huit mois on donnera un congé de trois mois, pendant l'hiver, à un soldat sur sept.

Vingt-septième principe. Tout soldat qui fera dégoûté du service pourra obtenir son congé absolu, en fournissant un homme qui soit jugé agréable & convenable au corps.

Vingt-huitième principe. Tout homme désormais servira sur sa parole; il n'y aura plus d'engagement forcé, on ne touchera plus d'argent, ce signe avili, mais on conduira le candidat aux frais du régiment, & on lui fournira ce dont il aura besoin.

Vingt-neuvième principe. La force armée, ou les troupes de ligne & les gardes bourgeoises n'agissant jamais qu'en vertu d'ordres du roi, ou d'après ceux du commissaire du monarque dans les divers départemens; & les juges, pour l'exécution de leurs décrets d'arrestation, seront tenus de réclamer la force des commissaires du roi, ainsi que les magistrats.

Trentième principe. Tout attroupement de citoyens sans une convocation légale, sera sur le champ repoussé & réprimé; & en cas de résistance, la force armée saisira ceux qu'elle pourra prendre, & ils seront emprisonnés si le cas l'exige.

Trente-unième principe. Le grade de maréchal de France pourra être conféré à 30 ans par le roi, si le sujet avoit fait quelque action célèbre & très-avantageuse à la patrie.

Trente-deuxième principe. La raison ne reconnoissant ni temps fixe pour les grandes actions, ni pour les vertus, ni pour les talens, la loi veut que le prince, ne consultant que le mérite reconnu, puisse conférer les hauts grades & les emplois importans à tous ceux qui s'en seront rendus dignes & capables, sans égard à l'ancienneté du service, de sorte que, du grade de capitaine, l'on puisse passer, si le roi le juge convenable, au grade de colonel, de lieutenant-général, &c.

Trente-troisième principe. A dix-huit ans de service, comme officier, on aura la croix de Saint-Louis; à 25 ans de service on se retirera avec la moitié de ses appointemens, & avec les deux tiers à trente, & avec tout après trente-cinq ans de service.

Trente-quatrième principe. Défense aux officiers d'afficher du luxe dans leurs habillemens; défense d'en porter d'autres que l'uniforme; défense d'avoir plus de deux chevaux, de deux domestiques pour un capitaine, & de huit pour un colonel.

CHAPITRE VIII.

SECTION PREMIÈRE.

Les contributions publiques.

Premier principe. Les impôts ne seront consentis que d'année en année, & par les seuls représentans du corps approbatif national.

Deuxième principe. Le roi seul en aura la gestion, & les ministres lui rendront compte, & au corps approbatif, tous les ans.

Troisième principe. Défense à tous les administrateurs & commissaires du roi & municipaux, d'établir ni de lever aucun tribut que le roi & le corps approbatif n'aient pas déterminé & consenti.

Quatrième principe. Les administrateurs, sous les ordres immédiats du roi, dirigeront la perception des impôts.

Cinquième principe. Il ne sera fait aucune violence au sujet du recouvrement des impôts, sans un ordre du roi, signé du ministre.

Sixième principe. Toutes les barrières reportées aux frontières, & le tabac rétabli comme sous l'ancien système.

Septième principe. Plus de peines capitales pour la fraude. Des amendes & des confiscations seront les seuls remèdes à cette sorte d'avarice & de cupidité. C'est au droit naturel & au droit politique combiné à régler tout ce qui est relatif à cet objet.

CHAPITRE IX.

SECTION PREMIÈRE.

Rapport politique de la France avec les autres nations.

Premier principe. La nation française désirant sincèrement la paix, ne demande pas mieux que d'y contribuer par tous les sacrifices respectifs & raisonnables que l'on peut exiger d'elle.

Deuxième principe. Les étrangers établis en France succéderont à leurs parens chez l'étranger, et les étrangers en France.

Troisième principe. Les étrangers peuvent contracter, acheter des biens en France, et en disposer à leur gré, selon les loix constitutionnelles.

Quatrième principe. Les étrangers en France seront soumis aux mêmes loix et à la même police que les Français, et seront protégés par la loi.

Cinquième principe. Nos colonies se feront le régime que leur sagesse & leur intérêt fondamental et le nôtre leur indiqueront le meilleur, & que le roi & le corps approubatif consentiront dans tout ce qui sera juste et convenable aux lieux & aux temps, la justice devant d'abord marcher avant tout, puis ensuite les mœurs, les circonstances, &c.

Sixième principe. Abolissons dans tout l'empire français, tant au-dehors qu'au-dedans, la servitude personnelle et tout ce qui dans la féodalité étoit vain, orgueilleux & ridicule. Donnons l'état civil aux nègres, tant qu'ils ne seront pas en domesticité, et qu'ils auront les autres qualités de citoyen actif. Au reste, les ramenant en tout aux loix, & défendant à ceux qui les ont en propre de les maltraiter, d'en faire justice, voulant qu'ils soient sous la protection immédiate des loix.

CHAPITRE X.

SECTION PREMIÈRE.

De la Noblesse.

Premier principe. La noblesse étant une des qualités essentielles à l'ame, tant qu'il y aura des hommes dont les sens égarés ou troublés n'empêcheront pas l'ame de manifester au-dehors toutes ses qualités ou ses vertus, il y aura une noblesse : & ceux qui auront le bonheur de jouir de leur raison ou des facultés de leur ame, seront nobles de fait & de sentimens indépendamment de la volonté des autres hommes.

Deuxième principe. Les législateurs, dès les premières institutions humaines, ne méconnaissent point ce beau mouvement de l'ame, cet éclat de ses vertus que l'on qualifie de noblesse. Aussi cherchant à rendre utile et propre à l'ordre social tous les attributs moraux de l'homme, ils firent un être presque humain de ce qui n'en est qu'un de raison, en reconnoissant la noblesse & en lui donnant le

droit de se transmettre de race en race avec leur progéniture. Mais il est facile de voir que le but d'une telle institution n'a été que l'utilité publique.

Troisième principe. En conséquence la noblesse est de tous les pays, de tous les temps & de tous les gouvernemens, & nous semble le plus sûr moyen de porter les hommes aux plus belles actions.

Quatrième principe. Mais il faut pour cela que la noblesse soit pure & dégagée de tout intérêt personnel; alors, que l'on multiplie, tant que l'on voudra, cette noble émulation, cette précieuse excitation aux grandes choses, elle ne pourra nuire au bien public.

Cinquième principe. La loi de la raison jugeant donc la noblesse héréditaire comme un moyen plus sûr encore de produire, d'étendre, & de multiplier le bien, la loi d'état la perpétue dans les descendants délicats, honnêtes & probes de ceux qui l'ont méritée.

Sixième principe. La même loi de raison, devenue loi de l'état, abolit & détruit pour toujours, & vitupère même la noblesse vénale, attendu que l'on ne sauroit vendre les vertus & le génie, qui ne sont pas chose que l'on peut mettre dans la balance, et peser comme des substances terrestres.

Septième principe. Tout homme noble, ou par lui ou par ses ancêtres, qui fera une bassesse, qui manquera à l'honneur, à la probité, enfin qui fera une action qui peut dégrader le sentiment pur & délicat, qui seul est l'attribut réel de la noblesse, & la caractériser, celui-là sera dégradé, & à lui défendu de prendre jamais durant sa vie, ni le titre de noble, ni autre analogue.

Huitième principe. Mais la loi qui, dans ce cas, n'est si sévère que pour donner à la noblesse tout l'éclat des vertus qui seules peuvent la donner mais la loi exige que tout homme ainsi devenu coupable, soit dûment atteint et convaincu du délit qui l'en rendra indigne.

Neuvième principe. Le remède aux abus relatifs à la noblesse, est dans les loix précédentes, & dans l'égalité parfaite aux yeux de la loi de tous les citoyens de l'empire, tant dans les contributions publiques, que dans la parité des peines & des récompenses pour les mêmes crimes & les mêmes bonnes actions, enfin dans l'avantage de parvenir à toutes les dignités, places, en raison des vertus & des talens.

Nota. Voilà comme la loi bien étudiée, et bien émanée de la raison, peut être sage et politique tout ensemble: elle est sage en récompensant les bons, et en punissant les coupables; elle est politique en les excitant à la vertu & aux belles actions, & en donnant aux hommes instruits & honnêtes des espoirs raisonnables à l'obtention des premiers emplois.

Dixième principe. Mais il faut des avantages à la noblesse; les voici: La loi n'a dû les tirer que de la délicatesse des sentimens du vrai noble, à mérite égal, dans le concours & dans le choix pour les places. Le noble aura la préférence, le noble aura le pas sur celui qui ne le fera pas, & cela dans les cérémonies publiques & autres semblables cas déterminés par la loi. Le noble pourra avoir des armes, & selon que le prince l'aura voulu; il prendra le titre de comte, &c. Le noble tirera l'épée qu'il ne tirera que contre les ennemis de la nation; enfin il sera tenu à être & plus décent & plus délicat & plus sage que tout autre.

Onzième principe. La noblesse ne sera plus désormais le prix & la récompense que des vertus, des talens & de toute action belle, généreuse

néreuse bienfaisante, & des services importans rendus dans la magistrature, dans l'administration de la justice.

Il importe aussi d'ennoblir personnellement tout homme qui, dans un incendie, dans une inondation, ou dans toute autre occasion périlleuse, aura sauvé la vie, défendu l'honneur de ses semblables, & au péril de ses jours. Enfin tout militaire qui aura, durant trente ans, servi sans reproches, sera noble personnellement & héréditairement s'il se retire officier depuis quelques années.

Nota. Voilà le seul & vrai moyen de redonner à la nation toute l'impulsion nécessaire vers la vertu & vers les talens. De cette superbe institution, presque divine, renaîtront ces beaux sentimens qui caractérisent, & qui seuls déterminent la véritable noblesse. Rien peut-être n'est plus propre à nous régénérer de notre corruption, à nous purifier, que ce moyen simple, précieux, & qui ne coûtera rien à l'état.

CHAPITRE XI.

SECTION PREMIÈRE.

Le Clergé.

Réflexion préliminaire.

Comme la véritable sagesse humaine, ainsi que la haute politique, consiste à savoir judicieusement distinguer ce qui est de droit divin, ou naturel ou politique, ou de droit civil ou domestique, ainsi qu'à savoir quand on doit ne se régler ou n'agir que d'après l'une d'elles, ou selon leur combinaison, nous observerons que, comme institution civile, utile, & nécessaire, nous ne considérons la religion qu'en politique, parce que si nous l'envisageons comme émanée du droit divin, dès-lors n'admettant ni doute, ni délibération, elle ne permet que la foi & la conviction.

Mais aux saintes considérations de la religion, le législateur doit joindre ses vues politiques, afin d'embrasser d'un regard toute l'étendue du bien & du mal.

Premier principe. Le clergé ne fera plus d'ordre dans l'état, sa police, son régime seront ceux de la nation, la loi n'admettant plus que deux ordres, la nation et la noblesse.

Second principe. Ce n'est point à la nation à se donner une religion à sa fantaisie; c'est à la raison, c'est au ciel; & le plus grand des malheurs pour un peuple, c'est que la partie dominante donne la religion qui lui plaît: dès-lors cette partie dominante agit en despote, & bientôt la religion, qui doit être la consolation de l'infortuné, en devient le tyran & le persécuteur.

Troisième principe. En fait de religion, la loi ordonne que lorsqu'il y en aura plusieurs dans un empire, on les tolère, & qu'on les force à se tolérer, sans quoi tout est perdu, & la persécutée il y a un siècle au moins, devient la persécutrice aujourd'hui.

Quatrième principe. Comme il ne suffit pas, pour être bon citoyen, de ne pas troubler l'état, mais qu'il faut en outre ne pas inquiéter les particuliers, la tolérance des religions aura lieu en France.

Cinquième principe. En conséquence, la loi enjoint de punir exemplairement tout citoyen qui maltraitera un autre qui ne professera pas la même religion.

Sixième principe. Nulle religion ne fera salariée. (Voyez plus haut.)

Septième principe. Il n'y aura que quatre-vingt-quatre évêchés en France, un par département. Chaque évêque aura 30,000 livres en fonds de terre, & sa police canonique s'étendra sur son diocèse seulement.

Huitième principe. Les évêques seront élus par une députation de cent curés de leur diocèse, ou prêtres disant messe. L'élection se fera en présence des corps administratifs & de la municipalité du lieu, présidés par le commissaire du roi & des lois. L'élection se fera au scrutin, & la majorité des voix décidera au second tour celui qui sera l'élu; on en retiendra quatre d'ainsi élus, & l'on en enverra au roi les noms & surnoms afin qu'il choisisse celui qui lui conviendra, lequel se pourvoira ensuite vers le pape.

Neuvième principe. Les curés seront ainsi élus chaque année deux fois dans le lieu de résidence de l'évêque qui présidera l'assemblée conjointement avec le commissaire du roi. On retiendra cinq sujets, dont le monarque en choisira un seul, qu'il brevètera; mais il sera en outre obligé de recevoir les ordres de son évêque. Ces mêmes curés choisiront leurs vicaires, que l'évêque voudra bien agréer.

Dixième principe. Les curés auront tous trois mille livres de revenu, & pour cet effet on tâchera d'arrondir le mieux possible les paroisses dont les curés seront les pasteurs. Les vicaires auront six cents francs dans les campagnes, mille francs dans les villes; & les curés des grandes villes six mille livres.

Onzième principe. Les curés n'auront plus aucun droit à prétendre sur ce qu'on appeloit le casuel.

Douzième principe. La France ne veut plus avoir avec la cour de Rome qu'une correspondance, mais constante, céleste & fidèle.

Treizième principe. La nation reste maîtresse des biens du clergé, en faisant en fonds de terre le salaire que nous avons assigné aux évêques & aux pasteurs.

Quatorzième principe. L'on peut conserver quelques couvens seulement de religieux & religieuses que l'on salariera en fonds de terre, à raison de mille livres par tête; mais plus de mendiants; & il n'y aura qu'une sorte de religieux & religieuses, lesquels s'occuperont de l'éducation publique & de Dieu seulement.

Certifié conforme à l'original, par nous commissaires du comité de surveillance. *Signé, Vardon, J. M. Muffet, Ingrand, L. Archier, Michaud.*

CONVENTION NATIONALE.

Séance du samedi 26 janvier 1793.

On a renvoyé au comité diplomatique les pétitions de plusieurs communes étrangères, frontières de la ci-devant Alsace, pour être réunies à la France: elles sont divisées sur le sens du décret qui les autorise à remplacer les fonctionnaires suspects.

La convention a ensuite rendu un décret sur l'organisation de l'infanterie & de l'artillerie de marine.

Après avoir entendu la dénonciation des membres d'un tribunal criminel , qui se plaignent de l'incivisme des avoués attachés à ce tribunal , l'assemblée décrète « que les avoués ne pourront exercer leurs fonctions auprès d'un tribunal quelconque , sans être pourvus d'un certificat de civisme du lieu de leur domicile ».

L'ex-ministre Roland a adressé à la convention le compte des dépenses qu'il a faites pour l'impression & l'envoi des écrits destinés à éclairer l'opinion publique. Cette dépense se monte à 40,000 livres.

Au nom du comité de défense générale , Dubois-Crancé a fait un rapport sur les préparatifs nécessaires pour soutenir la guerre qui va recommencer à l'ouverture de la campagne. D'après ce rapport , le nombre de nos troupes sera porté à cinq cent deux mille huit cents hommes , dont quatre cent vingt-sept mille huit cents d'infanterie , cinquante-cinq mille de cavalerie , & vingt mille d'artillerie.

Cette masse de forces sera divisée en huit armées ; dont trois au Nord , trois au Midi , & deux au Sud-Est. Il y aura de plus une réserve à Châlons , & une armée d'observation placée sur les côtes de France opposées à l'Angleterre. Le nombre d'hommes de chacune de ces divisions sera fixé comme il suit :

Depuis Dunkerque jusqu'à la Meuse , cent cinquante mille hommes ; entre la Meuse & la Sarre , cinquante mille ; depuis Mayence jusqu'à Besançon , trois cent cinquante mille ; à Châlons , une réserve de vingt-six mille hommes ; sur les côtes de la Manche , quarante mille hommes ; à l'armée des Alpes , seize mille hommes ; armée des Pyrénées , seize mille hommes ; armée du Var , quarante mille hommes.

A la suite de ce plan général de répartition , le rapporteur présente plusieurs dispositions d'exécution. L'assemblée n'adopte , pour l'instant , que l'article qui porte à cinq cent deux mille huit cents hommes la masse des forces que la France entretiendra. Au reste , elle décrète l'impression du rapport de Dubois-Crancé. La discussion est ajournée jusqu'après l'impression.

Décète ensuite que les trois légions belges & liégeoises feront provisoirement partie de l'armée française.

Lorsque les contre-révolutionnaires eurent réussi dans leurs entreprises aux îles de la Martinique & de la Guadeloupe , ils forcèrent un grand nombre de patriotes

à quitter ces colonies & à s'embarquer pour revenir en France. Le comité de marine a fixé l'attention de l'assemblée sur le sort de ces malheureux déportés, arrivés à Nantes dans l'état le plus déplorable; il a fait adopter un projet de décret en plusieurs articles, portant « que ces citoyens seront transportés à la Guadeloupe & à la Martinique, aux frais de la république, & qu'il leur sera accordé une légère indemnité ». Le décret porte, en outre, « que les biens des officiers & autres citoyens contre-révolutionnaires seront séquestrés ».

Le président a fait lire une lettre du général Dumourier. Le général instruit l'assemblée qu'il a tiré, sur les communautés & corps ecclésiastiques de la Belgique, des assignations pour une somme de quarante millions de florins de Brabant; ce qui produit environ soixante & quatre millions en écus de France. Déjà sur cette somme quatre millions ont été dépensés. Il reste à la disposition de la république environ soixante millions qui suffisent pour payer pendant dix mois une armée de cent mille hommes, à raison de vingt sous par jour.

L'assemblée s'est occupée ensuite de fixer le nombre des officiers de santé qui devront être employés dans la marine: elle a décrété que les places de médecins en chef des hôpitaux de marine ne seroient données qu'au concours.

Le ministre de la guerre a démenti le bruit répandu que l'armée de la Moselle avoit manqué de pain pendant un jour. A l'appui de sa dénégation, il a envoyé copie d'une lettre de l'un des fournisseurs de l'armée, qui atteste que loin de manquer de pain, elle en a toujours eu un grand nombre de rations surabondantes. La convention a décrété que cette lettre seroit envoyée aux commissaires qui se trouvent à l'armée de la Moselle pour vérifier les faits.

Sur la proposition de Lacroix, il a été décrété que les commissaires de la convention étoient autorisés à prendre toutes les mesures qu'ils croiroient nécessaires, & à faire provisoirement exécuter leurs arrêtés, sauf à les soumettre, dans les vingt-quatre heures, à la ratification de l'assemblée.

Dimanche 27. Une discussion assez longue s'est élevée sur une lettre de Diétrich, ex-maire de Strasbourg, qui réclame contre l'attribution du jugement de son procès donnée au tribunal criminel de Besançon. Après quelques

débats, l'assemblée a passé à l'ordre du jour sur cette lettre.

Encore une réclamation du peuple d'Anvers contre le décret du 15 décembre. (Renvoyée au comité diplomatique.)

Le reste de la séance a été consacré à l'audition des pétitionnaires.

Lundi 28. Syeyes, au nom du comité de défense générale, a présenté deux projets; l'un sur l'organisation du ministère de la guerre, l'autre sur le service des armées pendant la guerre.

Buzot a dénoncé le comité de sûreté générale, pour avoir ordonné l'arrestation d'un journaliste. Rovère est monté à la tribune, & a lu les passages du journal en question, qui ont motivé l'arrestation du journaliste. Comme nous avons rendu compte au long de cette affaire dans ce numéro, nous dirons simplement ici que la convention a passé à l'ordre du jour sur la dénonciation de Buzot, & qu'elle a décrété, sur la motion de Prieur, que les autorités constituées seront tenues de rendre compte, sous trois jours, de l'état des prisons, que Moissac a assuré être dans le plus mauvais état pour ce qui concerne la situation des prisonniers.

Mardi 29. La convention a reçu plusieurs offrandes patriotiques; ensuite elle a entendu la lecture d'une lettre des administrateurs provisoires de la ville libre de Mons, qui la remercie, au nom du peuple de cette ville, d'avoir rendu le décret du 15 décembre. (Mention honorable.)

Les commissaires de la convention nationale à Strasbourg, ont écrit que l'aristocratie étoit toute-puissante dans les départemens du Rhin, & que les élections étoient toutes à sa disposition.

Sur la proposition de Lesage, il a été décrété que les conseils généraux ne motiveront point le refus ou l'accord qu'ils feront des certificats de civisme exigés pour les avoués.

Un député extraordinaire de la Haute-Garonne a été admis à la barre; il a présenté diverses réclamations contre la conduite de Pache, ministre de la guerre; il l'a grièvement inculpé relativement à l'état de désorganisation où se trouve l'armée des Pyrénées, & le mauvais état de défense des villes frontières, pendant que les Espagnols font de très-grands préparatifs. Après une courte

discussion, il a été décrété que les commissaires à l'armée des Pyrénées seroient entendus dans le jour, parce que leur rapport avoit beaucoup de connexité avec les dénonciations faites contre Pache.

Lecointre a fait un rapport sur les inculpations dirigées contre Malus. Camus l'a justifié de ces inculpations. En définitive, & après beaucoup de débats, il a été décrété que Malus seroit mis en liberté. Camus vouloit qu'il fût rendu à ses fonctions. L'assemblée a renvoyé pour cet objet au pouvoir exécutif.

Mercrèdi 30. On a lu une adresse de félicitation du département du Cher, sur le jugement de Louis Capet.

Sur la motion de Thuriot, il a été décrété qu'il sera accordé, à titre de récompense, une somme de dix mille livres à la personne qui arrêtera ou fera arrêter Paris, assassin de Michel le Pelletier.

Sur la proposition de Ramel Nogaret, il a été décrété que les visiteurs des rôles, supprimés par un décret antérieur, cesseroient tout-à-fait leurs fonctions, & seroient néanmoins payés jusqu'au mois d'avril prochain.

On a renvoyé au pouvoir exécutif une dénonciation faite contre les membres du tribunal d'Issoudun, qui ont refusé, le 24 de ce mois, d'ordonner l'enregistrement & la publication de plusieurs décrets de la convention, malgré la réquisition formelle du commissaire national.

Lasource a dénoncé une fête incivique qui a eu lieu le 16 janvier, dans la commune de Rozée, département de l'Eure, en l'honneur du roi, de la reine & du dauphin; fête à la tête de laquelle étoient le nommé Girard, officier municipal de Rozée, son épouse & une autre femme appelée Sainclair. La municipalité de Rozée ayant gardé le plus grand silence sur cette fête scandaleuse, & la municipalité, ainsi que la garde nationale de Charleval s'y étant opposés & l'ayant fait cesser, la convention a rendu le décret suivant :

« La convention nationale décrète qu'il y a lieu à accusation contre le nommé Girard, officier municipal de Rozée, contre son épouse & contre la femme Sainclair. 2°. La convention casse la municipalité de Rozée : des commissaires rempliront provisoirement ses fonctions & dans huitaine il sera procédé à son remplacement. 3°. La convention nationale approuve la conduite des officiers municipaux de Charleval, du commandant de

la garde nationale & des citoyens de cette commune ; & il en sera fait mention honorable. 4°. Le conseil exécutif est chargé de prendre des informations sur la conduite des officiers municipaux de Rozée, du juge de paix du canton de Charleval, des juges & du commissaire national du tribunal de Gisors, & d'en rendre compte à la convention dans quinzaine ».

L'assemblée a passé à la discussion sur l'organisation du ministère de la guerre. Lamarque & Salle sont les seuls qui aient présenté des plans différens de celui du comité. Nous donnerons le décret si-tôt qu'il sera rendu.

Une députation du bataillon des Marseillois est venue demander pour ce bataillon la permission de retourner défendre leurs foyers qui sont menacés. Renvoyé au pouvoir exécutif.

Le ministre des affaires étrangères est venu notifier que le gouvernement anglais est en rupture ouverte avec la république française ; que le 24 de ce mois le roi d'Angleterre a ordonné au citoyen Chauvelin de sortir d'Angleterre sous huit jours. Les pièces ont été renvoyées au comité, pour en faire un rapport sous deux jours. 2°. Le conseil exécutif prendra sur le champ les mesures convenables à la sûreté & à la dignité de la république française.

On a lu une lettre de la municipalité de Forges-les-Eaux, département de la Seine inférieure, qui annonce que Pâris a été reconnu & arrêté dans cette commune, mais qu'au même moment il s'est brûlé la cervelle. On a trouvé sur lui son extrait de baptême & son brevet de garde du corps, au dos duquel sont des notes précieuses qui ont été envoyées au comité de surveillance.

Jeudi 31. Au commencement de la séance, Beauvais de Préau a fait décréter que les scellés seront apposés sur les papiers relatifs à l'administration des Quinze-Vingt, pour être levés ensuite en présence des intéressés, & qu'en attendant, le département de Paris pourvoira aux besoins de l'hôpital.

Au rapport du comité des finances, l'assemblée a décrété plusieurs récompenses pour des dénonciateurs de fabrication de faux assignats.

Les départemens du Morbihan & d'Indre & Loire, ont envoyé des adresses de félicitation sur le jugement du feu roi.

Après avoir entendu le rapport de Lanjuinais, la convention nationale a décrété ce qui suit :

« La convention nationale , ouï le rapport de son comité de législation , interprétant l'article premier , section première , titre IV de la loi du 20 septembre dernier , déclare que la majorité fixée à vingt-un ans par cet article , est parfaite à l'égard de tous les droits civils , & que les majeurs de vingt-un ans doivent être considérés , quant à leurs affaires privées , comme l'étoient dans toute la France , avant l'époque de la loi , les majeurs de vingt-cinq ans ; déclare , au surplus , que ce même article ne déroge point aux loix qui fixent l'âge requis pour être admis à exercer des droits ou des fonctions politiques , & que ces loix continueront d'être observées provisoirement , suivant leur forme & teneur ».

Le ministre de la guerre a informé la convention que la ville de Liège vient de voter sa réunion à la république. Sur 9700 votans , 9660 ont voté la réunion. On a renvoyé cette demande au comité diplomatique. Cambon s'est plaint de la lenteur de ce comité à s'occuper des demandes formées par les habitans de Nice. Il a été appuyé , & de suite le décret de réunion pour le comté de Nice ayant été mis aux voix , il a été décrété unanimement que Nice étoit réuni à la France. Les mesures nécessaires seront prises sur ces nouvelles frontières. Danton vouloit qu'on prononçât sur le champ sur la Belgique. Il a été décrété seulement qu'on se borneroit à presser l'exécution du décret du 15 décembre.

Au rapport du comité de marine , le décret suivant a été rendu sur l'armement en course.

« 1°. Les citoyens français pourront armer en course. 2°. Le ministre de la marine , pour accélérer l'armement en course , délivrera des lettres de marque , ou permissions en blanc d'armer en guerre , & de courir sur les ennemis de l'état. 3°. Ces permissions en blanc seront signées du ministre & envoyées par lui aux directoires de district des lieux où les corsaires seront armés. 4°. Il ne pourra être admis dans l'armement des corsaires que le sixième des matelots classés dans les ports de la république. 5°. Les corsaires seront tenus d'expédier , pour les ports de la république , les prises qu'ils auront faites. Si les circonstances ne le permettent pas , ils s'empareront des effets les plus précieux , & feront ensuite brûler ou couler à fond les bâtimens ennemis ».

Ce 2 février 1793 , l'an second de la république ;

PRUDHOMME , électeur de 1792.